

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Spécial

N° 530 du 01.06.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

eva R-sistons : Flotille de la Liberté: La désinformation bat son plein.

Découverte d'une liste israélienne de liquidations contre les activistes

Gaza : « Les gens se regroupent pour exprimer leur colère »

Réactions à l'attaque israélienne meurtrière contre la Flottille de la Liberté.

1 Politique Internationale des territoires occupés

1-1 De Paris à Istanbul, la colère contre le raid meurtrier israélien.

1-2 [La Turquie et la Grèce annoncent des mesures contre Israël.](#)

1-3 Ahmadinejad menace de déraciner "Israël" en cas de crime contre Gaza.

1-5 Flottille: des "meurtres", selon l'Égypte.

1-6 Louis Michel et Isabelle Durant condamnent avec fermeté.

1-7 Flottille: "inacceptable" pour l'Irlande.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Vidéo : IDF Boarding Gaza Aid Flotilla

http://www.youtube.com:80/watch?v=pn-l_JltCB4

2-2 Vidéo du rassemblement à Paris, lundi 31 mai :

http://www.dailymotion.com/video/xdidgo_manifestation-de-soutien-a-la-floti_news

2-3 Michel Collon - "Pourquoi Israël a attaqué la flottille de la paix -? [visionner l'interview](#)

2-4 Michel Collon - "Les 10 grands médiamensonges d'Israël"

2-5 Michel Collon vient de publier le livre [Israël, parlons-en !](#).

2-7 Vidéo : Manif à Mulhouse contre l'attaque de la flotte humanitaire pour Gaza.

http://www.alterinfo.net/Manif-a-Mulhouse-contre-l-attaque-de-la-flotte-humanitaire-pour-Gaza_a46777.html

2-8 La Campagne de Désinformation d'Israël Contre La Flottille de la Liberté de Gaza.

3 Les brèves

3-1 Impunité: Israël tue encore.

3-2 Spécial terrorisme israélien.

3-3 Flottille Gaza: 480 passagers détenus, 48 en voie d'expulsion.

3-4 Israël confronté à la réprobation internationale.

3-5 Manifestations en France après le raid israélien: des tensions à Paris.

4-1 Un nouveau massacre israélien s'est ajouté au répertoire de l'entité sioniste, pourtant bien lourd depuis l'usurpation de la Palestine.

4-2 Thierry Meyssan : Pourquoi Israël a-t-il attaqué des civils en Méditerranée ?

5 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage.

5-1 Le massacre des civils est une politique fondamentale d'Israël.

5-2 Un nouveau crime contre l'Humanité vient d'être exécuté par le terrorisme d'Etat israélien.

5-3 Un nouvel acte fasciste du gouvernement israélien.

5-4 Déclaration de Marie-George Buffet, Secrétaire nationale du PCF.

5-5 Attaque de la flotte Free Gaza par les criminels sionistes.

5-6 Un État criminel et voyou.

6 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

6-1 Nabil El-Haggar : Permis de tuer - Cela dure depuis plus de soixante-deux ans !

6-2 Ziad Medoukh : [Un pas de plus dans l'escalade des crimes israéliens !](#)

6-3 Koffi Cadjehoun : De l'eau dans Gaza.

6-4 Alain Gresh : Israël, l'impunité jusqu'à quand ?

6-5 Aluf Benn : Questions après un fiasco.

6-6 Michel Collon : Israël est devenu fasciste, c'est à nous de l'arrêter maintenant !

7 Annexe

7-1 **Pour info** : Bradley Burston : Ce n'est plus Israël que nous défendons mais le siège, devenu en lui-même le Vietnam d'Israël.

Tiré a part

eva R-sistons : Flottille de la Liberté: La désinformation bat son plein.

Vous le savez, les médias sont essentiellement aux mains des néo-sionistes (§) ou de leurs partisans, ce n'est pas de l'antisémitisme de l'affirmer, c'est de l'information; Il suffit de regarder les intervenants partout, des Grandes chaînes de télévision françaises ou internationales aux Chaînes parlementaires, pour comprendre: De Pujadas à Elkabbach, de Leymergie à Calvi...

Ou bien, c'est un défilé de journalistes du Figaro, du Point, de l'Express, du Nouvelobs, de Libération... tous grands défenseurs de la Pensée Unique ultra-libérale, atlantiste, néo-sioniste.

Et ces journalistes sont épaulés par de pseudos sondes, tous là pour justifier les politiques contraires aux intérêts des peuples.

Et la journaliste que je suis, attachée à la neutralité, au pluralisme, ne cesse de dénoncer une main-mise qui condamne l'information à n'être que de la désinformation, de la manipulation et de la propagande, au service de ceux qui piétinent impunément les peuples.

Naturellement, cette main-mise sur les Médias de ceux qui défendent seulement les intérêts du capitalisme ultra-libéral, militaire-financier, a pour conséquence une coloration unique qui apparaît très clairement lors d'événements comme celui que nous venons de connaître avec la Flottille humanitaire de Gaza.

Les Sionistes seront juges... et parties.

Comment voulez-vous qu'ils soient neutres ?

Ils sont là pour défendre leur clocher, comme D. Strauss-Kahn annonçant au micro d'une radio juive qu'en se levant, chaque matin, il se demande comment servir Israël".

Vous voyez cet homme-là servir la France, vous ? Eh bien, pour les Médias c'est pareil. Ils vont défendre la position sioniste, même si elle est... indéfendable. Cela nous vaut des contorsions incroyables !

D'abord, la part belle est consacrée au point de vue israélien. La Communauté internationale condamne, certes, il y a des morts parmi les "activistes pro-Palestiniens" et des dizaines de blessés, certes, car les faits sont incontournables.

Mais c'est Israël qui bénéficiera du temps de parole le plus important, pour justifier... l'injustifiable, accréditer l'idée qu'"ils ont été attaqués", et par "des Islamistes violents" s'il vous plaît, "armés de barres, de couteaux, d'armes blanches", et donc qu'ils "n'avaient pas d'autre choix que de répondre à la violence par la violence". On "leur a tiré dessus" (avec des couteaux ???) ?, ils se contentent de "répondre". La "volonté délibérée d'attaquer" incombe aux humanitaires, pas à Israël. Au contraire, il "a tout fait pour empêcher cela", et cerise sur le gâteau, cet Etat réputé pour sa mansuétude en effet, "regrette les pertes en vies humaines".

L'agression israélienne est non seulement minimisée, mais justifiée. Le crime de guerre est honteusement maquillé !

La presse israélienne soutient qu'il y a dix morts, il y en aurait dix-neuf.

Les termes employés ? En face d'eux, les Israéliens ont des "activistes"(terme très méprisant, tendant à rabaisser les humanitaires), des "Islamistes", des "terroristes", des "provocateurs" (et la provocation est "préméditée"), des militants "appartenant à des organisations djihadistes internationales comme Al Quaïda et le Hamas", "dont les intentions, les méthodes et les résultats sont naturellement violents". Attention ! Je me contente de citer les expressions que j'ai entendues sur les Chaînes de télévision françaises et internationales ce lundi matin.

C'est à peine si l'on entend dire, entre deux justifications par l'Armée israélienne, que les militants comptent dans leurs rangs des dirigeants d'associations humanitaires, des journalistes, ou des Députés européens, et que l'intervention plus que musclée "viole les lois internationales" en particulier parce qu'elle a lieu au milieu des eaux internationales appartenant à tous.

La réalité, c'est qu'Israël continue d'imposer sa loi, au détriment du Droit international, c'est qu'il ne connaît que la force pour résoudre les problèmes, comme ses amis texans, et qu'il fait peu de cas de la vie humaine. La réalité, c'est que Gaza est victime d'un blocus, autrement dit que toute sa population est punie en violation du Droit de la Guerre (protégeant les civils, rejetant les punitions collectives) parce qu'il n'a pas voté dans le sens souhaité par l'Occident colonial, qui montre là son vrai visage, anti-démocratique.

Et cet événement a au moins le mérite de rappeler au monde dans quelles conditions vivent les Gazaouis, privés de tout parce qu'ils ont voté pour des dirigeants qui refusent de collaborer avec un Etat criminel, raciste, ayant en fait pour objectif non seulement de retirer aux victimes de l'occupation meurtrière le droit pourtant inaliénable de se défendre, mais même, avec le Gouvernement israélien actuel (de coloration fasciste), le droit d'exister, puisque les habitants sont privés de liberté, des moyens vitaux (eau, électricité, médicaments, travail...) et même d'avoir une descendance jouissant d'une santé normale: Je ne cesse de rappeler que les mamans palestiniennes, suite aux bombardements sur un périmètre très restreint, avec des armes de destruction massive interdites par la Loi, mettent de plus en plus au monde des enfants malformés.

Bref, il s'agit d'un génocide qui ne dit pas son nom, toléré par une Communauté internationale au mieux résignée et apathique, au pire, comme en France, complice.

Je rappelle que le Gouvernement de notre pays est aux mains des néo-conservateurs, et qu'ils sont un simple relais des diktats israéliens.

Cet événement effroyable nous rappelle deux choses: Que les Médias sionistes sont une caisse de résonance pour les crimes d'Israël, toujours justifiés, bref qu'ils sont outrageusement partiaux; ensuite, que les bourreaux, encore et toujours, se font passer pour les victimes, et qu'ils jouissent d'une impunité scandaleuse, suspecte, qui devrait tous nous interroger.

Il est temps d'accélérer la dénonciation des crimes d'Israël, et de faire triompher la vérité, la justice, la paix.

Faute de quoi l'Occident, et pas seulement Israël, se déconsidèrera encore un peu plus aux yeux de l'opinion internationale.

Aux Etats-Unis, Obama se débat avec une marée noire provoquée par la cupidité de ses concitoyens, dans le monde entier les citoyens subissent les effroyables conséquences du cynisme des financiers qui vampirisent la planète, et aujourd'hui le massacre accompli par Israël, en haute mer, nous renvoie à la face notre scandaleuse tolérance envers... l'intolérable.

Cet intolérable, justement, que je ne cesse de dénoncer dans mes blogs. Parce que je suis une humaniste, et surtout pas une antisémite. Les amalgames scandaleux, ça suffit !

Osons affirmer nos choix en faveur d'un monde pacifié, en rappelant que pour être durable, la paix ne se bâtit que sur la Justice.

Eva R-sistons à l'intolérable, une fois de plus !

(§) J'utilise ce mot pour dénoncer les tenants israéliens du libéralisme militaro-financier qui sévit sur la planète. Je ne parle pas de la création de l'Etat d'Israël. Je m'en prends aux grandes forces qui rendent la vie difficile, sinon impossible, aux peuples de la planète.

eva R-sistons

31 Mai 2010

<http://anti-fr2-cdsl-air-etc.over-blog.com/article-flotte-humanitaire-gaza-les-medias-sionistes-tentent-de-justifier-le-massacre-51395785.html>

http://www.alterinfo.net/Flotille-de-la-Liberte-La-desinformation-bat-son-plein-Par-eva-R-sistons_a46746.html

Découverte d'une liste israélienne de liquidations contre les activistes

Des médias turcs ont évoqué " une liste de morts" préparés par les israéliens pour liquider des activistes qui faisaient partie des passagers de la flottille " Liberté pour Gaza".

Cette liste qui était entre les mains de certains des centaines de soldats qui ont pris d'assaut la flottille, est tombée de l'un d'entre eux, durant l'attaque.

Présentée sur les chaînes de télévision, elle a suscité un tollé au sein de l'opinion publique turque.

A noter que parmi les blessés figure le dirigeant célèbre du Mouvement islamique dans les territoires de 1948, Cheikh Raed Salah.

Il se trouve dans une situation critique, et toutes les informations concernant sa situation sont monopolisées par les autorités de l'occupation israéliennes.

Selon notre correspondant à Ramallah, l'annonce de son martyre pourrait provoquer une troisième intifada.

31/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139862&language=fr>

Gaza : « Les gens se regroupent pour exprimer leur colère »

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas décrète trois jours de deuil dans les territoires.

13h25. Maria Teresa Conesa Alcazar, au service presse du Parlement européen, participait à une mission d'observation du Parlement européen en Israël et dans les Territoires palestiniens la semaine dernière. Selon elle, les députés européens n'ont pas embarqué à bord de la flottille :

« Les informations que nous recevons sont très confuses d'autant que ce n'était pas une mission officielle. D'après ce que nous savons, il n'y avait pas d'eurodéputés à bord des navires. »

13h06. Un communiqué de l'Elysée indique que Nicolas Sarkozy condamne l'opération israélienne :

« Le président de la République exprime sa profonde émotion devant les conséquences tragiques de l'opération militaire israélienne contre la flottille de la paix à destination de Gaza.

“Il condamne l'usage disproportionné de la force et adresse ses condoléances aux familles des victimes.”

12h37. Selon la télévision israélienne, 19 personnes auraient été tuées dans le raid. Une trentaine de passagers de la flottille seraient blessés. Leur identité n'est toujours pas connue.

12h19. Contacté par Rue89, Rami Fayyad, professeur de français à Gaza, affirme que toutes les administrations ont fermé à l'annonce du raid :

“Tout le monde est triste ici. Les étudiants ont arrêté les cours. En ce moment, les gens se regroupent pour exprimer leur colère. Plusieurs manifestations vont avoir lieu dans l'après-midi. En général, les manifestations se dirigent vers la mer pour montrer au monde entier qu'on est là et qu'on ne baissera pas les bras.

On ne s'attendait pas à ce que la barbarie puisse toucher des pacifistes. Cette fois, le monde entier fait l'expérience dans sa chair de cette barbarie.”

L'arrivée des navires était très attendue à Gaza :

“Ce n'était pas tant pour ce qu'ils transportaient. C'était la portée qui nous a remis du baume au cœur. L'écho, le retentissement international de l'arrivée des navires et la dénonciation du blocus était très attendus.”

11h33. La Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP) a qualifié l'attaque d'“acte de barbarie ignoble”.

A Paris, la CCIPPP est sans nouvelle de ses sept militants, embarqués à bord de la flottille. Selon Gulay Erdogan, militante et porte-parole de l'organisation :

“La dernière fois que nous avons eu des nouvelles, il était 4 heures du matin et on nous a parlé de deux morts. Depuis, la connexion est impossible.”

Dans un témoignage mis en ligne le 30 mai, Thomas Sommer-Houdeville, à bord de l'un des bateaux, évoque la tension à l'approche de Gaza mais ne semble pas imaginer qu'un assaut est possible :

“Tout d'abord, ils ont créé une équipe spéciale d'urgence réunissant le ministère israélien des Affaires étrangères, le commando de marine israélien et les autorités pénitentiaires pour contrer la menace existentielle que nous et nos quelques bateaux remplis d'aide humanitaire représentent.

Puis, Ehud Barak lui-même a pris le temps, malgré son agenda chargé, de nous mettre en garde à travers les médias israéliens. Ils nous annoncent maintenant qu'ils nous enverront dans la pire des prisons israéliennes, dans le désert près de Beersheva.

Ce sont des annonces pour nous faire peur. Et d'une certaine façon nous avons peur. Nous avons peur de leurs navires de guerre, peur de leurs Apaches et de leur commando tout noir. Qui n'en aurait pas peur ?

Nous avons peur qu'ils saisissent notre cargaison et toute l'aide médicale, les matériaux de construction, les maisons préfabriquées, les kits scolaires, et qu'ils les détruisent. Toute cette solidarité patiemment rassemblée dans de si nombreux pays pendant plus d'un an.”

11h23. La communauté internationale a condamné l'assaut israélien. L'Union européenne exige une enquête complète sur les circonstances de l'assaut. En France, Bernard Kouchner s'est dit profondément choqué :

“Rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence que nous condamnons.”

Les Etats-Unis n'ont pas encore réagi.

Zineb Dryef

Réactions à l'attaque israélienne meurtrière contre la Flottille de la Liberté.

Dernière nouvelle en fin d'après midi : le Conseil de sécurité de l'Onu se réunit tandis que Netanyahu rentre finalement en Israël au lieu de rencontrer le président Obama. Depuis ce matin, de toutes parts, les réactions indignées affluent, dont celle

de l'ancien Premier ministre français, Alain Juppé qui dénonce "la position totalement extrémiste" d'Israël, alors qu'une réunion extraordinaire des ambassadeurs de l'UE se tiendra ce lundi à Bruxelles

Selon Associated Press, la déléguée générale de la Palestine en France, Hind Khoury, a estimé lundi que l'assaut meurtrier donné par la marine israélienne contre la flottille d'aide humanitaire à destination de Gaza relevait "de la barbarie" et devait "être condamnée par le monde entier". L'opération s'est soldée par au moins dix morts. "Ce qui se passe est très grave", a-t-elle affirmé sur RTL.

"C'est une attaque dans les eaux internationales et une attaque contre des activistes étrangers internationaux qui agissent pour arrêter le blocus contre Gaza", a-t-elle rappelé. "Il est temps d'arrêter cette impunité d'Israël pour qu'on puisse avancer dans le dialogue au lieu de continuer un état de guerre et d'agression", a-t-elle ajouté.

Un communiqué de presse a suivi :

"La Délégation Générale de Palestine en France dénonce avec la plus grande fermeté le massacre commis ce matin par l'armée israélienne contre la flottille internationale de militants civils pacifistes qui se dirigeait vers la bande de Gaza en mission civile afin de transmettre de l'aide humanitaire au peuple palestinien de Gaza, soumis à un blocus par Israël depuis trois ans déjà.

Plus de 19 militants ont été tués et 26 blessés lors de ce massacre déplorable, qui a eu lieu en pleine mer et constitue une violation claire de la loi internationale, et un crime contre l'humanité, n'est qu'une continuation de la politique israélienne d'arrogance et de défiance de tous les efforts internationaux afin de lancer le processus de paix. Israël vient de montrer son manque de volonté d'arriver à une paix réelle.

La Délégation Générale de Palestine en France lance un appel à la communauté internationale dont la France, et la société civile, à mettre fin à l'impunité d'Israël et l'amener à assumer ses responsabilités vis-à-vis du peuple palestinien et les missions civiles internationales et de tout mettre en œuvre afin que le blocus de peuple palestinien à Gaza soit levé. Une commission d'enquête internationale doit mettre la lumière sur ce crime perpétré contre des civils non-armés en mission humanitaire.

Fait à Paris, le 31 mai 2010"

De plus, la cérémonie de passation entre Mme Khoury et son successeur est annulée et remplacée par une conférence de presse :

" La Délégation Générale de Palestine en France annule la réception d'adieu prévue à l'occasion du départ de S.E.Mme Hind Khoury, annonce la tenue d'une conférence de presse en condamnation de l'acte barbare perpétré par les forces d'occupation israéliennes à l'encontre de la flottille internationale de la liberté et appelle tous les citoyens épris de justice à manifester leur indignation face au nouvel acte de barbarie de l'armée israélienne en se joignant à la manifestation organisée aujourd'hui par le mouvement de solidarité.

Lors de la conférence de presse, il y aura des prises de paroles par Madame La Déléguée Générale de Palestine et plusieurs personnalités politiques et militantes de la société française." [1]

A Bruxelles, Leïla Chahid, déléguée générale de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne, a estimé lundi que l'assaut donné par la marine israélienne contre la flottille d'aide humanitaire à destination de Gaza constituait "encore un crime de guerre" visant "des citoyens de différents pays qui ne sont pas en guerre avec Israël".

"Ces citoyens non armés, civils, solidaires, qui appartiennent à plus de 17 pays, ont été attaqués par air et par mer par l'armée israélienne comme s'ils étaient une cible militaire", a-t-elle souligné sur France-Info.

Assurant que l'attaque israélienne constituait "une violation du droit", Leïla Chahid a affirmé que les personnes se trouvant à bord des bateaux de la flottille avaient "montré beaucoup plus de courage que tous les Etats membres des Nations unies".

"Il est urgent que le Conseil de sécurité (de l'ONU) se réunisse pour condamner, pour prendre les mesures pour protéger ceux qui restent comme passagers, puisque l'opération israélienne n'est pas terminée", a ajouté la déléguée générale de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne. [2]

Quant au président palestinien, M. Abbas, il a décrété 3 jours de deuil national et demandé une réunion urgente à l'ONU. Le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas a condamné lundi le raid meurtrier israélien contre la flottille internationale en route vers Gaza, le qualifiant de "massacre", et a décrété trois jours de deuil dans les territoires palestiniens. "Nous considérons qu'il s'agit d'un massacre que nous condamnons", a indiqué M. Abbas dans une déclaration sur la télévision palestinienne, décrétant trois jours de deuil dans l'ensemble des territoires palestiniens. "Nous prendrons des décisions difficiles ce soir", a-t-il affirmé.

Une réunion de la direction palestinienne sur cette question est prévue lundi à 18H00 locales (15H00 GMT), a-t-on précisé de source officielle palestinienne à Ramallah (Cisjordanie).

L'Autorité palestinienne a réclamé aussi la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU après le raid meurtrier israélien contre la flottille internationale en route vers Gaza, a déclaré lundi le négociateur palestinien Saëb Erakat.

"Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a donné instruction au délégué palestinien aux Nations unies de demander au Conseil de sécurité la tenue d'une réunion d'urgence pour discuter de la piraterie, du crime et du massacre israéliens", a précisé M. Erakat.

L'Autorité palestinienne a également demandé à l'administration américaine une intervention d'urgence pour mettre un terme à ces "crimes israéliens", a-t-il ajouté. [3]. En Palestine occupée des manifestations sont prévues dans de nombreuses villes et "la colère gronde" dans les pays musulmans

Le Hamas condamne ce "crime contre l'humanité" et cet acte de piraterie tout comme le Fatah [4] dont la section en France "condamne vigoureusement le crime barbare commis ce matin par l'armée israélienne" [5] Tous deux demandent à la communauté internationale de prendre ses responsabilités.

Par ailleurs, Kouchner. "profondément choqué" par la violence de l'armée israélienne contre la Flottille pour Gaza, affirme que "rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence" [6], et l'ancien premier ministre Juppé dénonce "la position totalement extrémiste" d'Israël [7] tandis que le Danemark, la Jordanie, la Turquie, la Grèce et l'Espagne convoquent les

ambassadeurs israéliens, et que La haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Navi Pillay s'est dite "choquée" par l'assaut de l'armée israélienne, tout comme plus récemment le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon. Le Rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires palestiniens Richard Falk appelle, quant à lui, la communauté internationale à traîner en justice « les responsables du meurtre » de civils désarmés lors de l'assaut par l'armée israélienne contre la flottille d'aide pour Gaza.

La FIDH juge "scandaleux" l'assaut meurtrier contre la flottille pour Gaza alors qu'Amnesty international demande une enquête..

La Députée européenne Véronique De Keyser qui a quitté Gaza vendredi déclare : « Je suis bouleversée de l'attaque par Israël de la flottille humanitaire qui s'acheminait vers Gaza. C'est une folie et un crime. Israël devra rendre compte de son acte devant la Communauté Internationale et j'attends de l'Union européenne une réaction sans ambiguïté. Pour l'heure, le temps est à la tristesse ».

L'eurodéputée fera un point presse au Parlement européen à Bruxelles dès 14h et rencontrera aujourd'hui la famille d'une passagère de la flottille dont on est encore sans nouvelles. [8].

Les Eurodéputés Verts demandent à l'Europe la fin du blocus [9]

Le PS belge condamne l'attaque de « La flottille de la Liberté pour Gaza » par l'armée israélienne et demande l'ouverture d'une enquête internationale.

Le Parti communiste français dit son indignation par la voix de MG Buffet [10]

Quant au NPA [11], au parti de gauche [12] ils appellent au

rassemblement à Paris ce soir 18h. Franklin Roosevelt,

comme les députés communistes et républicains, qui demandent un débat au parlement [13].

Comme la CFDT, la CGT déclare que "l'intervention israélienne sape toute éventualité d'un règlement pacifique" [14]

Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, connu pour son soutien sans faille à Israël, condamne aussi ces meurtres [15].

Mais le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre a osé seulement regretter ce crime. Il a honteusement tenté faire porter des soupçons sur les militants pacifistes à bord des navires :

Toujours selon Libé, "il a « regretté » la mort de militants pro-Palestiniens lors de l'abordage de leur flottille en route pour Gaza par des commandos israéliens tout en évoquant des « provocations » de la part « ceux qui se disent les amis des Palestiniens »".

A noter en milieu de journée la déclaration de N. Sarkozy qui ne déplore pas l'usage de la force militaire contre les pacifistes à bord des navires mais seulement son aspect "disproportionné". Ca, pour un euphémisme !! Des commandos surarmés contre des civils sans armes : " Nicolas Sarkozy condamne "l'usage disproportionné de la force" à propos de l'opération commando israélienne contre une flottille d'aide pro-palestinienne s'approchant de Gaza, exigeant "toute la lumière sur cette tragédie", selon un communiqué de l'Elysée.

"Le président de la République exprime sa profonde émotion devant les conséquences tragiques de l'opération militaire israélienne contre la "flottille de la paix" à destination de Gaza", indique le communiqué. "Il condamne l'usage disproportionné de la force et adresse ses condoléances aux familles des victimes", est-il ajouté. "Toute la lumière doit être faite sur les circonstances de cette tragédie, qui souligne l'urgence d'une relance du processus de paix", souligne la présidence de la République [16]. L'ambassadeur d'Israël vient d'être convoqué au Ministère des Affaires étrangères à Paris, comme le demandait dès les premières heures de la matinée le Collectif national pour une Paix juste ente Palestiniens et Israéliens. Il semble néanmoins que ce soit pour explication et non condamnation déterminée comme nous le souhaitons et que les événements l'exigent.

Selon Libération, "Le Crif « déplore profondément » l'opération militaire israélienne contre le convoi maritime destiné à Gaza, jugeant que « ce n'est pas une bonne nouvelle pour la paix », a déclaré lundi à l'AFP Haïm Musicant, directeur général du Conseil représentatif des institutions juives de France". Mais le président du Crif a ensuite modifié sa déclaration et osé affirmer que "les soldats israéliens ont été accueillis par des armes qui étaient dans les mains d'activistes du Hamas". Ou comment se déshonorer...

Au Royaume uni, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague a "déploré les pertes humaines" provoquées par l'assaut israélien lundi contre la flottille internationale à destination de Gaza, et a appelé Israël à agir dans le respect de ses obligations internationales. Les Etats-Unis également ""regrettent profondément ""vies perdues et le fait qu'il y ait des blessés" à la veille de la visite de Netanyahu, criminel de guerre cynique, qui "a exprimé son 'soutien complet' à l'armée." [17]

La Ligue arabe a convoqué une réunion d'urgence pour mardi alors que le Conseil de coopération du Golfe a condamné un "crime haineux" et "prémédité" d'Israël.

Bulletin Palestine,

31 mai 2010 –

<http://alqods-palestine.blogspot.com:80/>

<http://alqods-palestine.blogspot.com/2010/06/reactions-lattaque-israelienne.html>

1 Politique Internationale des territoires occupés

1-1 De Paris à Istanbul, la colère contre le raid meurtrier israélien.

Récit d'une journée.

Les Israéliens avaient prévenu qu'ils ne laisseraient pas passer la "flottille de la liberté" montée par des ONG pro-palestiniennes en direction de la bande de Gaza.

Mais l'interception nocturne des bateaux par un commando israélien a tourné au massacre : au moins dix morts et des dizaines de blessés parmi les militants de toutes nationalités qui se trouvaient à bord. (*Voir le reportage d'un journaliste d'Al-Jazeera embarqué à bord d'un des navires*)

Un porte-parole israélien a affirmé que le commando, arrivé par hélicoptère, s'était fait agresser par les militants de manière "très violente", à coups de "couteaux et de barres de fer", lorsqu'il est monté à bord du principal navire de la flottille. Le porte-parole évoque aussi des "coups de feu", comme l'indique le [site du quotidien israélien Haaretz](#).

Mais sur un bilan extrêmement lourd, il n'y a que deux membres du commando israélien blessés.

Les premiers éléments n'expliquent pas pourquoi le commando a ainsi tiré de façon massive, faisant autant de victimes.

Haaretz souligne que les "règles d'engagement" de l'armée israélienne autorisent l'ouverture du feu dans les cas "menaçant la vie humaine" ("life-threatening").

Un ministre israélien, Benyamin Ben Elezzer, a exprimé ses "regrets" pour les victimes.

L'assaut a-t-il été donné dans les eaux internationales ?

Pour Israël, cette opération qui s'achève avec autant de victimes est un désastre politique, même si un assez large consensus existait en Israël pour s'opposer à cette flottille visant à défier le blocus de Gaza.

A l'extérieur, ce sera perçu comme un geste inutilement violent vis-à-vis d'une flotte humanitaire. La Turquie, pays musulman ayant des relations diplomatiques avec Israël, et dont c'est un des navires qui a été attaqué, a fortement protesté dès lundi.

Le lieu exact de l'assaut n'est pas encore clairement établi, mais il pourrait s'être produit dans les eaux internationales, un élément qui sera retenu contre Israël.

L'Etat hébreu avait annoncé qu'il ne laisserait pas les navires entrer dans ses eaux territoriales, ce qui s'applique également aux côtes de la bande de Gaza même si, officiellement, les Israéliens se sont totalement retirés du territoire palestinien en 2005.

Les six navires transportaient quelque 15 000 tonnes de produits de première nécessité et de ciment pour la reconstruction de Gaza, soumis à un blocus quasi total depuis la guerre qui a opposé en décembre 2008 et janvier 2009 l'armée israélienne au mouvement Hamas qui contrôle Gaza.

Israël ne laisse passer l'aide humanitaire par camions qu'au compte-goutte, et a considérablement restreint la liste des produits autorisés.

Les autorités israéliennes avaient proposé aux organisateurs de la "flottille de la liberté" de faire passer leurs marchandises par le port israélien d'Ashdod, pour des contrôles de sécurité, mais ceux-ci avaient refusé.

Le mythe de l'Exodus

Les Israéliens affirmaient que la "flottille de la liberté" était une opération de communication dirigée contre eux. Raison de plus pour éviter la catastrophe à laquelle a abouti l'opération de commando nocturne, et qui sera un désastre absolu en termes d'image pour Israël, déjà sévèrement critiqué pour le blocus de Gaza et pour la manière dont il a conduit la guerre de 2009, accusé de "crimes de guerre" par le [rapport du juge Goldstone](#).

Difficile de ne pas penser, comme l'ont déjà écrit quelques riverains sur Rue89, au parallèle avec l'[Exodus](#), ce bateau parti de France en 1947 chargé de réfugiés juifs de la Shoah, et qui fut une première fois repoussé par la marine britannique alors en charge de la Palestine du mandat, puis une deuxième fois par la force, faisant "seulement" quelques dizaines de blessés.

L'affaire avait fait scandale et reste un mythe bien ancré, surtout depuis que [Otto Preminger](#) en a fait un film avec Paul Newman.

Par Rue89 | 31/05

► [Cet article est régulièrement actualisé par la rédaction de Rue89.](#)

<http://www.rue89.com/2010/05/31/plusieurs-morts-apres-lattaque-par-israel-dun-bateau-humanitaire-152958>

1-2 La Turquie et la Grèce annoncent des mesures contre Israël.

Grèce et Turquie ont immédiatement réagi au raid israélien meurtrier contre la flottille pro-palestinienne au large de Gaza, qui comprenait un navire turc et un navire grec.

La Grèce et la Turquie ont déjà réagi au raid meurtrier des forces israéliennes sur la flottille d'aide pro-palestinienne au large de Gaza. L'assaut qui a fait au moins 10 morts parmi les passagers. La flottille comprenait un navire turc et un navire grec.

Ce dernier, le Sfendoni, aurait essuyé des tirs à "balles réelles" dans la nuit à partir d'hélicoptères et de canots gonflables israéliens, a affirmé une ONG grecque engagée dans la flottille.

La Grèce annule un partenariat et une visite

Après avoir convoqué l'ambassadeur d'Israël, la Grèce a pris immédiatement des mesures à l'encontre de l'état hébreu.

Le ministre adjoint aux Affaires étrangères, Dimitris Droutsas, a ainsi informé l'ambassadeur israélien que "la visite du chef d'état-major de l'armée de l'air israélienne prévue pour demain [mardi] était annulée et que l'exercice gréco-israélien qui se déroulait était interrompu".

Le ministre grec de la Défense, Evángelos Vénizélos, a demandé à l'état-major de l'armée de l'air de mettre fin à un exercice aérien commun gréco-israélien qui se déroulait depuis mardi en Crète. L'exercice "Minoas 2010" avait débuté mardi dernier sur la grande base aérienne de Souda, dans le nord-ouest de l'île, et devait s'achever jeudi. L'exercice "d'entraînement" impliquait principalement des F-16 des deux armées de l'air, a précisé à l'AFP un porte-parole de l'état-major de l'armée de l'air.

La Grèce a "activé une cellule de crise" et mis en place une ligne téléphonique spéciale pour les proches de la trentaine de Grecs qui sont à bord de trois navires de la flottille attaquée par un raid israélien.

La Turquie parle de "conséquences irréparables sur nos relations"

Les relations entre la Turquie et Israël, jadis alliés stratégiques dans la région, sont au plus mal après le raid israélien. La Turquie a "fermement condamné" ce raid qui a fait au moins 10 morts parmi les passagers. Cette opération meurtrière "peut entraîner des conséquences irréparables sur nos relations bilatérales", a averti le ministère des Affaires étrangères, où l'ambassadeur israélien, Gabby Levy, a été convoqué pour un entretien d'une vingtaine de minutes.

"Une telle action contre des civils impliqués seulement dans des activités pacifiques est inacceptable", a précisé le ministère. "Israël devra supporter les conséquences de cette attitude, qui constitue une violation de la loi internationale."

"Nous examinons les actions que nous pourrions décider selon le droit international", a confié un diplomate turc à l'AFP. Le vice-Premier ministre turc, Bulent Arinc, a tenu une réunion d'urgence avec de hauts responsables, dont le ministre de l'Intérieur, le chef de la marine et le chef des opérations militaires, selon l'agence de presse Anatolie.

Manifestations à Istanbul et Ankara

La police a renforcé les mesures de sécurité devant la résidence de l'ambassadeur israélien à Ankara, où 200 personnes ont manifesté contre le raid israélien. Les manifestants ont organisé une prière devant le domicile de l'ambassadeur.

A Istanbul, 400 manifestants scandant des slogans hostiles à Israël se sont rassemblés devant le consulat israélien.

D'importantes forces de police étaient sur place, et il n'y a pas eu d'incidents majeurs.

Un responsable de l'organisation humanitaire turque IHH a dit avoir reçu des images vidéo du navire turc Mavi Marmara, au large de Gaza, qui montrent "les blessés rassemblés au milieu du bateau comme un troupeau de moutons". "Nous avons reçu des informations disant qu'une personne est morte d'une blessure par balle à la tête et une autre de plusieurs blessures. Nous n'avons pas pu les identifier", a déclaré Veysel Basar, cité par Anatolie. 800 personnes sont à bord du Mavi Marmara, dont des femmes et un bébé de six mois, selon lui.

Le bureau israélien de lutte contre le terrorisme, qui dépend des services du Premier ministre, a appelé lundi les Israéliens à reporter leurs projets de visite en Turquie de crainte de manifestations hostiles après l'assaut contre la flottille pour Gaza.

La Turquie est la "principale menace pour la paix", selon Israël

Les relations entre la Turquie et Israël, marquées par la signature 1996 d'un accord de coopération militaire, n'ont cessé de se dégrader depuis l'opération israélienne à Gaza fin 2008, et les vigoureuses déclarations anti-israéliennes de Recep Tayyip Erdogan, qui dirige un gouvernement islamo-conservateur.

En janvier, l'ambassadeur de Turquie en Israël a été humilié en public au ministère des Affaires étrangères, et en avril, Recep Tayyip Erdogan a vivement attaqué Israël, qualifié de "principale menace pour la paix" au Proche-Orient.

La tension entre les deux pays s'est accentuée lorsque la Turquie et le Brésil ont signé un accord sur le nucléaire avec l'Iran, pays soupçonné par les Occidentaux de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Cet accord signé le 17 mai a été qualifié d'"imposture" par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Plus généralement, Israël voit d'un très mauvais œil le réchauffement spectaculaire des relations entre la Turquie et les pays arabes ou musulmans, Iran, Irak, pays du Golfe et surtout Syrie. En 2008, la Turquie avait agi comme médiateur entre la Syrie et Israël, mais ce processus a pris fin lorsque Ankara a condamné l'offensive israélienne à Gaza.

(Nouvelobs.com avec AFP)

1-3 Ahmadinejad menace de déraciner "Israël" en cas de crime contre Gaza.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a accusé mardi "Israël" de planifier une "attaque massive" contre Gaza ajoutant qu'elle provoquerait "une tempête de colère dans la région qui déracinera" l'entité sioniste.

Dans un discours retransmis par la télévision d'Etat, M. Ahmadinejad a révélé avoir "des informations précises selon lesquelles les Israéliens ont planifié une attaque massive contre Gaza pour compenser leurs échecs passés".

"Je vous mets en garde. Si cette fois-ci vous commettez un crime contre Gaza, la tempête de colère provoquée dans la région vous déracinera", a-t-il averti, ajoutant qu'"ils croient qu'ils peuvent commettre n'importe quel crime et qu'ils ne seront pas punis".

Le président iranien a en outre critiqué la position de Washington qu'il a accusé de ne pas avoir condamné fermement l'agression israélienne.

"Le gouvernement américain a adopté une position très faible et partielle.

Au lieu de condamner, ils ont fait des déclarations ambiguës et tenté de se dérober à toute prise de position", a expliqué M. Ahmadinejad, qui a ajouté que "certains pays européens ont en revanche adopté de très bonnes positions".

01/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139956&language=fr>

1-4 Flottille: Ashton appelle le chef de la diplomatie israélienne.

La chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, a déclaré lundi avoir appelé le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, pour réclamer une enquête d'Israël après l'intervention meurtrière contre une flottille humanitaire internationale.

"J'ai parlé ce matin au ministre des Affaires étrangères d'Israël. J'ai exprimé ma profonde préoccupation concernant la tragédie qui a eu lieu. Je lui ai dit que nous avons besoin d'une enquête sur ses circonstances, menée par Israël", a déclaré Mme Ashton à la presse à Varsovie.

"J'ai aussi profité de l'occasion pour souligner l'importance d'ouvrir l'acheminement de l'aide humanitaire, pour assurer aux gens ordinaires une existence meilleure que celle que j'ai pu voir moi-même à Gaza", a-t-elle ajouté.

L'intervention israélienne meurtrière contre une flottille pro-palestinienne dans les eaux internationales au large de Gaza a fait lundi 19 morts et 36 blessés, selon la chaîne 10 de la télévision israélienne.

(AFP)

31 mai 2010

<http://www.romandie.com/ats/news/100531120957.q0vb3qa2.asp>

1-5 Flottille: des "meurtres", selon l'Égypte

L'Égypte a "condamné" lundi les "meurtres" commis lors de l'[intervention israélienne contre une flottille pro-palestinienne](#) et a renouvelé son appel à lever le blocus de Gaza.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hossam Zaki a dans un communiqué "condamné les meurtres perpétrés par l'armée israélienne à bord d'un bateau de la flottille qui se dirigeait vers Gaza pour briser le blocus israélien".

"L'Égypte a toujours attiré l'attention sur le danger du blocus israélien illégitime imposé à la bande de Gaza" et elle "appelle à nouveau après ces incidents tragiques à la levée immédiate" de ce blocus, a-t-il poursuivi.

L'Égypte est le premier pays arabe à avoir signé un accord de paix avec Israël en 1979.

AFP 31/05

1-6 Louis Michel et Isabelle Durant condamnent avec fermeté.

Les députés européens Louis Michel (ADLE) et Isabelle Durant (Verts/ALE) ont condamné lundi "avec la plus grande fermeté" l'intervention militaire de la marine israélienne contre la flottille transportant du matériel humanitaire à destination de Gaza.

Respectivement co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP et vice-présidente du Parlement européen, Louis Michel et Isabelle Durant ont exprimé leur indignation contre ce qu'ils qualifient d'"atteinte grave aux principes du droit humanitaire international et contre la réaction d'une violence disproportionnée face à une initiative humanitaire de citoyens européens et extra-européens".

Les deux anciens ministres et l'ex-commissaire européen au développement sont d'avis que "l'intimidation et la violence ne résoudront en rien la situation dans la région" et que de tels actes ne font "qu'encourager ceux qui ne souhaitent pas un règlement pacifique du conflit".

Ils attendent une "réaction claire, rapide et sans ambiguïté du gouvernement belge et de la Commission européenne". (

Belga

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1735/Israel-Palestine/article/detail/1112042/2010/05/31/Louis-Michel-et-Isabelle-Durant-condamnent-avec-fermete.dhtml>

lundi 31 mai 2010 (14h44)

1-7 Flottille: "inacceptable" pour l'Irlande.

Le ministre irlandais des Affaires étrangères Micheal Martin a dénoncé l'action "totalement inacceptable" d'Israël, dont l'armée a donné aujourd'hui l'assaut sur une flottille internationale d'aide pour la bande de Gaza. "Je suis sérieusement préoccupé par les informations sur l'assaut d'un navire turc ce matin par des commandos israéliens", a déclaré M. Martin dans un communiqué. "Mon ministère cherche à établir les faits et à s'assurer de la sécurité des huit Irlandais qui étaient à bord".

"Les informations selon lesquelles jusqu'à 15 personnes auraient été tuées et 50 blessées, si elles étaient confirmées, constitueraient une réponse totalement inacceptable par l'armée israélienne à ce qui était une mission humanitaire tentant de livrer un approvisionnement absolument nécessaire aux gens de Gaza", a-t-il ajouté.

Plus de dix passagers ont été tués lorsque des commandos israéliens ont pris d'assaut la flottille internationale de militants pro-palestiniens qui se dirigeait vers la bande de Gaza, selon l'armée israélienne. Selon une ONG turque qui participait à l'opération humanitaire navale, au moins 15 passagers de la flottille ont été tués, pour la plupart des ressortissants turcs.

31/05/

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/05/31/97001-20100531FILWWW00405-flottille-inacceptable-pour-l-irlande.php>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Video: IDF Boarding Gaza Aid Flotilla

http://www.youtube.com:80/watch?v=pn-l_JltCB4

2-2 Vidéo du rassemblement à Paris, lundi 31 mai :

http://www.dailymotion.com/video/xdidgo_manifestation-de-soutien-a-la-floti_news

2-3 Michel Collon - "Pourquoi Israël a attaqué la flottille de la paix - Que pouvons-nous faire ?"

Pourquoi cette attaque ? Pourquoi le blocus ? Sont-ils insensibles à l'opinion ? Analyse de la déclaration de Sarkozy. Rôle des médias. Que va-t-il se passer ? Les citoyens peuvent-ils jouer un rôle ? [visionner l'interview](#)

2-4 Michel Collon - "Les 10 grands médiamentonges d'Israël"

Michel Collon, écrivain et journaliste, animateur du site michelcollon.info, répond aux grands mythes qui servent à justifier Israël et sa politique. [visionner l'interview 2](#)

2-5 Michel Collon vient de publier le livre [Israël, parlons-en !](#)

Recueil de vingt entretiens avec Chomsky, Ramadan, Gresh, Sand, Pappé et tous les meilleurs analystes et témoins du conflit.

2-7 Vidéo : Manif à Mulhouse contre l'attaque de la flotte humanitaire pour Gaza.

http://www.alterinfo.net/Manif-a-Mulhouse-contre-l-attaque-de-la-flotte-humanitaire-pour-Gaza_a46777.html

2-8 La Campagne de Désinformation d'Israël Contre La Flottille de la Liberté de Gaza.

Depuis plus de quatre ans, Israël soumet la population civile de Gaza à un blocus de plus en plus sévère, déclenchant une catastrophe humanitaire d'origine humaine aux proportions épiques.

Ce mois-ci, John Ging, Directeur des Opérations de l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans la Bande de Gaza, a appelé la communauté internationale à briser le siège de la Bande de Gaza en affrétant des bateaux chargés d'aide humanitaire. Cette fin de semaine, 9 bateaux civils transportant 700 travailleurs pour la défense des droits humains, venant de plus de 40 pays, et 10 000 tonnes d'aide humanitaire, essayeront de faire cela: passer au travers du blocus militaire et illégal d'Israël sur la Bande de Gaza en utilisant l'action directe et non-violente. En réponse, le gouvernement israélien a menacé d'envoyer la «moitié» des ses forces navales pour arrêter violemment notre flottille. Il s'est aussi livré à une campagne malhonnête de désinformation au sujet de notre mission. Israël prétend qu'il n'y a pas de crise humanitaire en cours à Gaza. Chaque organisation internationale d'aide humanitaire travaillant à Gaza a minutieusement documenté cette crise. Cette semaine, le rapport annuel d'Amnesty International sur les droits humains a déclaré que le siège israélien de Gaza a «aggravé la crise humanitaire en cours. L'énorme taux de chômage, l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la hausse des prix des denrées alimentaires, provoquée par la pénurie, ont forcé quatre gazaouis sur cinq à dépendre de l'aide humanitaire. La portée du blocus et les déclarations faites par des officiels israéliens sur ses objectifs ont démontrés que le blocus était imposé comme une forme de punition collective infligée aux gazaouis. Ce qui constitue une violation flagrante du droit international.»[1]

Israël prétend que son blocus est simplement dirigé vers le gouvernement du Hamas à Gaza et qu'il se limite aux soi-disant articles de «sécurité». Pourtant, en visitant Gaza l'année dernière, le sénateur américain John Kerry a été choqué de découvrir que des produits alimentaires de base comme les lentilles, les macaronis et le concentré de tomate étaient inclus dans la liste du blocus israélien.[2] Par ailleurs, Gisha, le Centre Israélien pour la Protection Légale de la Liberté de Mouvement, a rapporté de nombreuses déclarations officielles du gouvernement israélien dans lesquelles l'intention du blocus est de mettre la «pression» sur la population de Gaza. La punition collective des civils est un acte illégal selon le droit international. Israël prétend que si nous voulons envoyer de l'aide à Gaza, nous n'avons qu'à l'envoyer par les «voies officielles»: lui donner l'aide qu'elle, à son tour, livrera. Cette déclaration est à la fois ridicule et offensante. Son blocus et ses «voies officielles» sont en premier lieu directement responsables de cette crise humanitaire.

D'après l'ancien Président américain, Jimmy Carter: «Les palestiniens de Gaza sont délibérément affamés et reçoivent moins de calories que les habitants des endroits les plus pauvres d'Afrique. C'est une atrocité perpétrée en guise de punition contre la population de Gaza. C'est un crime... une abomination que cela puisse continuer. Tragiquement, la communauté internationale, en général, se désintéresse complètement des appels au secours, alors que les citoyens de Gaza sont traités plus comme des animaux que comme des êtres humains.»[4]

Israël prétend que nous avons refusé de transmettre une lettre et un colis venant du père du prisonnier de guerre, Gilad Shalit. Ceci est un mensonge absolu. Nous avons été contacté par des avocats représentant la famille de Shalit, pour la première fois, mercredi soir, quelques heures avant notre départ pour la Grèce. Le Sénateur irlandais, Mark Daly (Kerry), un des 35 parlementaires à bord de nos bateaux, a accepté d'emmener la lettre et d'essayer de la remettre à Shalit ou si cette demande lui était refusé, il la remettrait à John Ging, directeur de l'UNRWA à Gaza, qui pourrait, lui, remettre cette lettre au nom de la famille Shalit. À la rédaction de ce texte, les avocats n'ont pas répondu au Sénateur Daly, choisissant plutôt d'essayer de nous diffamer dans la presse israélienne.[5] Nous avons toujours demandé la libération de tous les prisonniers politiques de ce conflit, incluant les 11 000 prisonniers politiques palestiniens délaissés dans les prisons israéliennes, parmi eux il y a des centaines d'enfants prisonniers.[6]

Le plus méprisable de tout, Israël prétend que nous violons le droit international en navigant sur des bateaux non-armés transportant de l'aide humanitaire pour des personnes qui en ont terriblement besoin. Ces affirmations démontrent uniquement à quel point le discours politique en Israël a dégénéré.

Malgré le retrait, hautement médiatisé, des colonies illégales et de ses troupes de Gaza, en août-septembre 2005, Israël maintient un «contrôle réel» sur la Bande de Gaza et donc, reste une force occupante avec certaines obligations. [7] Parmi les obligations les plus fondamentales d'Israël, en tant que force occupante, il y a celle d'assurer le bien-être de la population civile palestinienne. Une force occupante a le devoir d'assurer l'approvisionnement en vivre et en médicaments de la

population, ainsi que de maintenir les hôpitaux et les autres services médicaux, «dans toute la mesure de ses moyens» (Convention (IV) de Genève, art. 55, 56). Ceci comprend protéger les hôpitaux civils, le personnel médical, les blessés et les malades. De plus, un principe fondamental du Droit International Humanitaire, ainsi que les lois domestiques des nations civilisées, est celui qui interdit les peines collectives contre une population civile (Convention (IV) de Genève, art. 33). Israël a scandaleusement abusé de son autorité en tant que puissance occupante, non seulement en négligeant de subvenir au bien-être de la population civile palestinienne mais aussi en appliquant des politiques désignées à punir collectivement les palestiniens de Gaza. Des coupures d'électricité et de fuel qui empêchent le bon fonctionnement des hôpitaux, jusqu'à l'obstruction délibérée de l'acheminement de l'aide humanitaire aux postes-frontière contrôlés par Israël, les politiques d'Israël envers la Bande de Gaza ont transformé Gaza en un désastre humanitaire créé par l'être humain. La situation désespérée qui existe actuellement à Gaza est donc le résultat des politiques intentionnelles d'Israël désignées à punir la population de Gaza. Pour pouvoir adresser les conditions désastreuses imposées à la population, on doit travailler à changer les politiques causant la crise. Les Nations Unies ont parlé de l'enfermement quasi-hermétique de Gaza par Israël comme d'une «punition collective» [8], complètement interdite par l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève. Toutes les nations signataires de la Convention ont pour obligation d'assurer le respect de la Convention. [9] Vu l'échec continu et répété de la communauté internationale à faire respecter ses propres lois et à protéger la population de Gaza, nous croyons fortement que nous, en tant que citoyens du monde, avons une obligation morale d'intervenir par des actions non-violentes de résistance civile pour faire respecter les principes internationaux. Les menaces et intimidations d'Israël ne nous dissuaderont pas. Nous naviguerons vers Gaza encore et encore et encore, jusqu'à ce que le siège finisse pour toujours et que le peuple palestinien ait un accès libre au monde.

NOTES:

[1] Amnesty International, Annual Human Rights Report (26 mai 2010); <http://thereport.amnesty.org/>

[2] "The pasta, paper and hearing aids that could threaten Israeli security," The Independent (2 mars 2009)

[3] "Restrictions on the transfer of goods to Gaza: Obstruction and obfuscation," Gisha (janvier 2010)

[4] "Carter calls Gaza blockade 'a crime and atrocity,'" Haaretz (17 avril 2008), <http://www.haaretz.com/news/carter-calls-gaza-blockade-a-crime-and-atrocity-1.244176>

[5] "Gaza aid convoy refuses to deliver package to Gilad Shalit," Haaretz (27 mai 2010)

[6] "Comprehensive Report on Status of Palestinian Political Prisoners," Sumoud (juin 2004); Palestinian Children Political Prisoners, Addameer, <http://www.addameer.org/detention/children.html>

[7] L'article 42 de la Convention (IV) de La Haye stipule, «Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie», et que l'occupation s'étend «aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer» Pareillement, dans le Procès des Otages, le Tribunal de Nuremberg établi que «le critère définissant le régime légal de l'occupation n'est pas lié au fait que la puissance occupante a le contrôle effectif du territoire, mais au fait que la puissance occupante a la capacité d'exercer un tel pouvoir». Les palestiniens vivant dans la Bande de Gaza, comme ceux de Cisjordanie, continuent à être sujet au contrôle israélien. Par exemple, en relation avec Gaza, Israël contrôle son espace aérien, ses eaux territoriales et tous les postes-frontière. Les palestiniens de Gaza ont besoin du consentement d'Israël pour se rendre à Gaza et en sortir, pour vendre leurs marchandises sur les marchés palestiniens et étrangers, pour obtenir nourriture et médicaments, pour avoir accès à l'eau et à l'électricité. Sans la permission d'Israël, l'Autorité Palestinienne ne peut pas remplir les fonctions basiques d'un gouvernement comme fournir des services sociaux, de santé, de sécurité et de travaux publics, développer l'économie palestinienne et allouer des ressources.

[8] John Holmes, Rapport au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la situation au Proche-Orient, incluant la question palestinienne, 27 janvier 2009

[9] Convention (IV) de Genève relative à la Protection des Personnes Civiles en Temps de Guerre. Genève, 12 août 1949. Article Premier, «Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances». Voir aussi, Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I. C. J. Reports 2004, p. 136-138; <http://www.icj-cij.org/docket/files/131/1671.pdf>.

[Le dossier la flottille de la Liberté](#)

[Les dernières mises à jour](#)

Vendredi 28 mai 2010

Source : Free Gaza

<http://www.freegaza.org/fr/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Flottille-liberte.Free_Gaza.280510.htm

3 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Impunité: Israël tue encore.

Au moment de l'opération "plomb durci" à Gaza, Israël s'était attaqué à des vieux, des jeunes, des enfants, utilisé du phosphore blanc mais, après le rapport Goldstone, il n'a eu aucune sanction.

Et pour cause.

Hier, voilà que des pacifistes sans arme, se rendant à Gaza pour aider les populations, ont vu amarrer leurs bateaux par l'armée israélienne. 10 à 16 morts pour l'instant.

Voilà donc un pays, qui demande qu'on ne s'occupe pas de ses affaires, mais se permet d'aller sur des eaux internationales (vous avez bien lu), eaux internationales, pour attaquer des gens désarmés, en toute impunité. Personne évidemment ne dira rien, de Washington avec la faiblesse Obama en passant par Paris, de l'ultra sioniste Sarkozy.

Ainsi va le monde.

Israël soupçonnait ces bateaux d'apporter des armes soi disant dans la bande de Gaza pour les fournir au Hamas.

La belle excuse mais, il ne faut pas le dire, il faut se taire, c'est interdit de mentionner la dangerosité de ce pays, vrai anti-paix qui terrorise le monde entier.

Jusqu'à quand ça va durer ?

Israël c'est permis de tuer !

Circulez y'a rien à voir !

<http://kamerunscoop.wordpress.com/2010/05/31/impunite-israel-tue-encore/>

3-2 Spécial terrorisme israélien.

Une remarquable coalition humanitaire a été organisée pour venir en aide aux Palestiniens de Gaza. Les bateaux contenaient une centaine de ces maisons préfabriquées qui font cruellement défaut aux Gazaouis, privés par Israël de reconstruire les dégâts causés par son armée il y a 18 mois.

De nuit, en brouillant les communications pour que le monde ne soit pas témoin, à 100 km des côtes, en pleines eaux internationales, les commandos de la marine israélienne (cette marine dont la première promotion a été formée dans l'Italie fasciste !) a attaqué sauvagement et tué des militants désarmés.

La propagande de l'armée israélienne reprise complaisamment par nos médias présente déjà les victimes comme de dangereux personnages armés de couteaux jusqu'aux dents, et l'objectif humanitaire comme une question religieuse... C'est lamentable.

Ce qui vient de se passer vient d'apporter une preuve supplémentaire que le problème numéro 1 du Moyen-Orient porte un nom : Israël.

3-3 Flottille Gaza: 480 passagers détenus, 48 en voie d'expulsion.

Quatre cent quatre-vingt passagers, qui étaient à bord de la flottille pour Gaza de militants pro-palestiniens attaquée par la marine israélienne étaient détenus mardi en Israël, tandis que 48 autres étaient en voie d'expulsion, a annoncé la radio publique israélienne.

Les 480 détenus sont regroupés dans une prison d'Ashod dans le sud d'Israël tandis que 48 autres ont été conduits vers l'aéroport international Ben Gurion pour être expulsés vers leur pays d'origine.

Par ailleurs, 45 autres passagers, pour la plupart d'origine turque, étaient hospitalisés dans différents établissements

Six soldats israéliens blessés au cours de l'opération étaient également hospitalisés, a ajouté la radio.

Les passagers détenus vont être interrogés dans la journée et les autorités décideront au cas par cas ceux qui seront libérés et ceux contre lesquels des poursuites judiciaires vont être engagées.

Parmi les détenus figure Kamal Khatib, président du Haut comité de suivi des Arabes israéliens, la plus importante organisation de cette communauté de 1,3 millions de personnes, qui a appelé mardi à une journée de grève et de manifestations en Israël.

Un des chefs arabes israéliens, Raed Salah, dirigeant du Mouvement islamique en Israël, qui se trouvait à bord du convoi, est pour sa part détenu dans un commissariat de police d'Ashdod.

(AFP / 01 juin 2010 06h43)

<http://www.romandie.com/ats/news/100601044317.v8ldqaib.asp>

3-4 Israël confronté à la réprobation internationale.

L'abordage meurtrier de la flottille humanitaire chargée d'aide destinée à la bande de Gaza par la marine israélienne met à rude épreuve une diplomatie israélienne qui s'efforçait d'apaiser les retombées d'autres incidents récents pour lesquels l'État hébreu s'est aussi retrouvé confronté à la réprobation internationale. En voici les principaux :

L'assassinat de Dubaï

La Grande-Bretagne et l'Australie ont expulsé cet hiver des diplomates israéliens après avoir établi que de faux passeports britanniques et australiens avaient été utilisés par des membres du Mossad suspectés d'avoir assassiné en janvier dans un hôtel de Dubaï un chef militaire du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh. Plusieurs autres pays occidentaux, dont la France et l'Allemagne, ont également mis en cause Israël pour l'utilisation de tels faux passeports.

Le bras de fer avec les USA sur les colonies

L'annonce de nouvelles colonies dans l'agglomération de Jérusalem-Est, alors que Washington s'efforçait de relancer le dialogue de paix entre Israéliens et Palestiniens, a provoqué une rare crise dans les relations avec les États-Unis. Cette annonce, en pleine visite à Jérusalem du vice-président Joe Biden, a été qualifiée d'« insulte » par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, pourtant peu suspecte d'inimitié envers Israël. Assurant avoir été mis devant un fait accompli par la bureaucratie de son pays, Benjamin Netanyahu a dû toutefois présenter des excuses à Joe Biden.

Le rapport Goldstone

Israël a été contraint d'engager une difficile bataille de propagande pour tenter de discréditer le rapport aux Nations unies du juge indépendant Richard Goldstone, qui a mis en cause l'armée israélienne pour possibles crimes de guerre durant son offensive contre le Hamas à Gaza, en décembre 2008 et janvier 2009. Israël, qui avait refusé de coopérer avec le magistrat

juif sud-africain, a dénoncé la partialité de ce rapport sur une opération militaire qui a fait en trois semaines plus de 1 400 morts parmi les Palestiniens, en majorité des civils.

01/06/2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/659319/Un_nouvel_embarras_diplomatique_pour_Israel.html

Publié par ismael.mulla@orange.fr à 10:05

3-5 Manifestations en France après le raid israélien: des tensions à Paris.

Suite à l'intervention meurtrière ce lundi matin de l'armée israélienne sur un convoi humanitaire pro-palestinien, des manifestations spontanées se sont déroulées à Paris avenue Montaigne, près de l'ambassade d'Israël. Des manifestants pro-palestiniens, près de 1.200, ont alors croisé le chemin de manifestants pro-israéliens venus eux-aussi soutenir les leurs. D'où quelques échauffourées qui ont nécessité l'intervention des CRS. Vers 19 heures, la situation est redevenue calme.

Par ailleurs, d'autres manifestations se sont déroulées dans plusieurs grandes villes de France, annonce Le Parisien.fr:

A Strasbourg, environ 1.500 personnes se sont réunies, et des grenades lacrymogènes ont été tirées en direction des manifestants qui lançaient des pierres.

A Lille, ils étaient près de 1.300, sans incident notable.

Il y a eu moins de monde à Lyon, où l'on a pu entendre des slogans anti-israéliens -"Israël assassin"- et à Marseille: entre 250 et 800 personnes

Lundi 31 mai,

Fred-Lille - LePost

4 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

4-1 Un nouveau massacre israélien s'est ajouté au répertoire de l'entité sioniste, pourtant bien lourd depuis l'usurpation de la Palestine.

Les victimes, cette fois-ci, ne sont autres que les activistes pacifistes de la flottille « Liberté pour Gaza » qui comptaient six bateaux transportant une aide humanitaire pour la bande de Gaza, laquelle subit un blocus israélien et égyptien depuis plus de quatre années.

Durant la nuit de dimanche à lundi, les bateaux à bord desquels se trouvaient quelques 800 volontaires ont fait l'objet d'une attaque terroriste israélienne, réalisée par la marine israélienne escortée par des hélicoptères de combats.

Selon la télévision du Hamas AlAqsa, qui a montré des images, des soldats israéliens hélicoptérés sont descendus à bord des bateaux, ouvrant le feu contre leurs passagers. Un bilan encore provisoire fait état de plus de dix-neuf personnes tuées et de dizaines d'autres blessées. Quinze Turcs comptent parmi les martyrs.

Une ONG grecque engagée dans la flottille a également affirmé qu'un bateau grec de la flottille internationale, le Sfendoni, a essuyé des tirs à "balles réelles" dans la nuit à partir d'hélicoptères et de canots gonflables israéliens.

Selon ces Grecs, contactés à l'aube, "il y a eu une attaque à balles réelles contre le bateau grec Sfendoni et le bateau turc Mavi Marmara, (lancée) à partir d'hélicoptères et de canots gonflables" et "les bateaux ont été pris d'assaut". L'attaque, selon ce communiqué, a eu lieu "dans les eaux internationales à 80 milles des côtes".

Parmi les victimes blessées figure cheikh Raed Salah, le célèbre dirigeant du Mouvement islamique dans les territoires palestiniens occupés en 1948. Il se trouvait à bord d'un des six bateaux du convoi, lorsqu'il a été grièvement atteint. Il se trouve actuellement dans un état critique, et ses jours pourraient être en danger.

Selon notre correspondant à Gaza, une troisième intifada pourrait éclater au cas où il décède.

A bord du convoi se trouvaient également l'écrivain suédois Hennin Mankel âgé de 62 ans, et dont les livres ont été vendus de par le monde à des millions d'exemplaires, ainsi que le prix Nobel de la paix 1976, le nord-irlandais Mairead Corrigan Maguire, une ancienne victime de l'holocauste, des députés européens et des journalistes.

Dans les détails de cette attaque terroriste, selon des journalistes à bord d'un navire, dans la nuit de dimanche à lundi, peu après 21H00 locales (18H00 GMT), trois patrouilleurs lance-missiles de classe Saar israéliens ont quitté le port septentrional de Haïfa pour intercepter la flottille.

Serkan Nergis, de la Fondation pour l'aide humanitaire (IHH), ONG basée à Istanbul a affirmé que les contacts avec le navire turc ont été coupés après la prise d'assaut.

Avant l'interruption de la communication, le correspondant d'al-Jazira à bord d'un des bateaux en route pour Gaza, a raconté que "des centaines de soldats israéliens, assistés par des avions militaires, ont attaqué la flottille, blessant le capitaine du bateau ».

"Je vous appelle en cachette, des centaines de soldats israéliens ouvrent le feu et lancent des bombes lacrymogènes, et les passagers du bateau à bord duquel je me trouve se comportent avec beaucoup de courage", a affirmé Abbas Nasser dans son dernier appel à la chaîne qatarie.

"Le capitaine de notre bateau est grièvement blessé, et il y a deux autres blessés parmi les passagers", a ajouté le journaliste, avant l'interruption brutale de la communication.

Côté israélien, la justification est de mise, avec une version préparée à la lettre : "durant la prise d'assaut du navire turc, des soldats israéliens ont été confrontés à de dures violences physiques", a indiqué un porte parole de l'armée israélienne. Et de prétendre : "certains des passagers ont utilisé des armes blanches et des armes de poing".

Ce qu'a catégoriquement démenti la députée arabe à la Knesset, Hahine Zoghbi. Faisant également partie des passagers de la flottille, elle a (selon des médias israéliens rapportés par Arabs 48) déclaré qu'elle s'était adressée en hébreu et par hauts parleurs au commando israélien, lui demandant de ne pas attaquer les navires, et lui assurant que les activistes ne sont pas armés.

Pour sa part, la radio publique israélienne a annoncé, lundi matin, que la censure militaire avait interdit la diffusion de toute information sur les morts et les blessés tombés après la prise d'assaut par des commandos israéliens de la flottille internationale en route vers Gaza.

La police israélienne a par ailleurs élevé, ce lundi, son niveau d'alerte en territoires occupés, pour faire face selon le porte-parole de la police d'occupation, « à d'éventuels désordres.

<http://www.almanar.com.lb/newssite/NewsDetails.aspx?id=139778&language=fr>

4-2 Thierry Meyssan : Pourquoi Israël a-t-il attaqué des civils en Méditerranée ?

Israël a pesé à l'avance les conséquences de l'attaque qu'il a lancé contre un convoi humanitaire maritime. Quels sont ses objectifs en déclenchant une crise diplomatique mondiale, pourquoi a-t-il défié son allié turc et son protecteur états-unien ?

L'attaque conduite par trois patrouilleurs lance-missiles israéliens de classe Saar, le 31 mai 2010, contre la flottille de la liberté, dans les eaux internationales de Méditerranée illustre la fuite en avant de Tel-Aviv.

La flottille de la liberté est une initiative de militants des droits de l'homme [1] [2], soutenue par le gouvernement turc. Son objectif est à la fois de véhiculer de l'aide humanitaire jusqu'à Gaza et, ce faisant, de briser le blocus mis en place illégalement par l'armée israélienne à l'encontre d'1,5 million de Gazaouis.

La décision d'aborder des navires civils dans les eaux internationales constitue un « acte de guerre » au regard du droit international. Juridiquement parlant, il y a eu vol des navires et de leurs cargaisons, enlèvement et séquestration de leurs passagers, meurtres ; voire assassinats, si l'on admet les informations de la télévision turque selon laquelle les commandos avaient une liste des personnalités à liquider au cours de l'assaut.

Cet acte de guerre, à l'encontre des pavillons grecs et turcs de ces navires, a été perpétré afin de consolider le blocus, lequel constitue en lui-même une violation du droit international.

En choisissant l'argument de la « légitime défense », les autorités israéliennes ont explicitement revendiqué leur souveraineté sur les eaux internationales à 69 miles nautiques au large de la Palestine ; cette annexion — temporaire ou durable — étant nécessaire à la poursuite du blocus, lequel serait nécessaire à la sécurité de l'Etat d'Israël.

En abordant un navire turc et en tuant des passagers, Tel-Aviv a d'abord choisi de répondre militairement à la crise diplomatique qui l'oppose depuis janvier 2009 à Ankara. Cette initiative est censée provoquer une crise au sein de l'état-major turc et entre celui-ci et le gouvernement turc. Cependant, elle pourrait aboutir à une rupture complète des relations militaires entre les deux pays, alors même que la Turquie aura été pendant un demi-siècle le meilleur allié d'Israël dans la région. D'ores et déjà, les manœuvres conjointes turco-israéliennes ont été annulées *sine die*. En outre, cette crise pourrait aussi avoir des conséquences sur les relations commerciales entre les deux pays, alors même que la Turquie est un partenaire vital pour l'économie israélienne.

Cependant, Tel-Aviv se devait de casser la crédibilité de la Turquie au moment où elle se rapproche de la Syrie et de l'Iran, et ambitionne d'exercer avec ses nouveaux partenaires une autorité régionale [3]. Dans l'immédiat, Israël devait sanctionner le rôle d'Ankara dans la négociation du Protocole de Téhéran sur l'industrie nucléaire iranienne.

Côté turc, où l'on s'attendait à une intervention israélienne musclée mais pas létale, le moment est venu de se poser en protecteur des populations palestiniennes, selon la doctrine néo-ottomane théorisée par le ministre des Affaires étrangères, le professeur Ahmet Davutoğlu. Sans attendre le retour du Premier ministre Recep Erdoğan, en voyage en Amérique latine, l'ambassadeur turc à Tel-Aviv a été rappelé à Ankara et une cellule de crise a été mise en place autour du vice-Premier ministre, Bülent Arınç. Elle est immédiatement entrée en contact avec les 32 gouvernements des Etats dont les passagers du convoi sont ressortissants. Tout le personnel diplomatique turc a été mobilisé pour saisir du problème le maximum d'Etats et d'organisations internationales. Dans une conférence de presse, M. Arınç a exigé la restitution immédiate des trois bateaux turcs volés et de leur cargaison, ainsi et surtout que la libération des centaines de citoyens turcs enlevés et séquestrés. Il a choisi de qualifier l'attaque d'acte de « piraterie » (et non de guerre), de manière à offrir au gouvernement Netanyahu la possibilité de présenter l'affaire comme une « bavure » et non comme une politique. Dans cette logique, le président Abdullah Gül, quant à lui, a exigé que les tribunaux israéliens jugent les responsables de cette tuerie.

Depuis le Chili, M. Erdoğan a déclaré : « Cette action est totalement contraire aux principes du droit international, c'est le terrorisme d'un Etat inhumain. Je m'adresse à ceux qui ont appuyé cette opération, vous appuyez le sang, nous soutenons le droit humanitaire et la paix ».

Dans l'après-midi, Ankara a saisi le Conseil atlantique. La Turquie est membre de l'OTAN. Si elle ne trouve pas la réponse qu'elle attend du gouvernement israélien, elle pourrait qualifier l'attaque d'acte de guerre et requérir l'aide militaire des Etats membres de l'Alliance en vertu de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

Le gouvernement Netanyahu a invité ses ressortissants à quitter la Turquie, tandis que des manifestations spontanées se multiplient devant les consulats israéliens où la foule réclame vengeance.

•
Côté états-unien, cette affaire rappelle celle de l'USS Liberty (8 juin 1967). Durant la guerre des Six jours, les Israéliens attaquèrent un bâtiment de surveillance électronique de l'US Navy, faisant 34 morts et 171 blessés. Tel-Aviv présenta ses excuses pour cette méprise sur le champ de bataille tandis que, tout en les acceptant officiellement, Washington y vu un outrage délibéré. Les Israéliens auraient voulu à l'époque sanctionner les critiques états-uniennes.

Cette fois, l'attaque de la flottille de la liberté pourrait être une sanction après le vote par Washington d'une résolution des Etats signataires du Traité de non-prolifération enjoignant Israël à déclarer ses armes nucléaires et à accepter les contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

La décision israélienne d'attaquer des navires civils dans les eaux internationales intervient après l'assassinat aux Emirats d'un dirigeant palestinien par une unité du Mossad ; la découverte d'un vaste système de copie falsifiées de passeports au détriment d'Etats occidentaux ; et le refus d'assister à la conférence internationale de suivi du Traité de non-prolifération. Cet ensemble de faits peut être interprété comme une succession de coups perpétrés par un Etat sûr de son impunité —et dans ce cas, il pourrait s'agir cette fois d'un coup de plus ou de trop—, ou comme une escalade après une courte friction publique avec l'administration US —il s'agirait alors de revendiquer le leadership du mouvement sioniste en montrant que Tel-Aviv décide et Washington entérine—.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, en voyage en Amérique du Nord, a décidé de terminer sa visite canadienne et d'annuler son rendez-vous à la Maison-Blanche. Il a été joint par téléphone par le président Obama qui lui a demandé des explications.

La Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Navi Pillay, a déclaré que l'opération israélienne ne pouvait avoir aucune justification juridique. Le Rapporteur spécial sur les Droits de l'homme dans les territoires occupés palestiniens, Richard Falk, a tenu à souligner qu'au delà de l'atteinte à la liberté de circulation sur les mers, le problème central reste le blocus. « À moins que des actions promptes et décisives soient prises pour mettre au défi l'approche israélienne sur Gaza, nous serons tous complices d'une politique criminelle qui menace la survie d'une communauté assiégée », a-t-il affirmé. Le Conseil de sécurité a été convoqué en urgence, ce jour, à 18h TU. Le ministre turc des Affaires étrangères est parti à New York

[1] « Dr. Arafat Shoukri : "Les conditions sont réunies pour faire de cette flottille un point de rupture" », entretien avec Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 23 avril 2010.

[2] Les principaux organisateurs de la flottille de la liberté sont : Mouvement Free Gaza, Campagne Européenne pour Arrêter le Siège de Gaza (ECESG), Fondation turque d'Aide Humanitaire (IHH), Fondation malaisienne Perdana et Comité International pour Lever le Siège de Gaza.

[3] « Basculement stratégique au Proche-Orient », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 mai 2010.

Thierry Meyssan

Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertrand (2007)

<http://www.voltairenet.org/article165580.html>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Le massacre des civils est une politique fondamentale d'Israël.

Le Hezbollah a qualifié "de crime terroriste" le massacre perpétré par l'armée d'occupation israélienne contre les activistes pacifistes de la flottille " Liberté pour Gaza".

Dans un communiqué publié par son bureau des relations médiatiques, le parti de la résistance islamique au Liban a estimé que ce crime de plus perpétré contre des civils innocents est une preuve supplémentaire sur l'instinct maléfique qui souille l'esprit des sionistes et qui se manifeste contre tous les humains, quelque soient leurs appartenances religieuses ou leurs nationalités.

"Ce crime est l'incarnation de l'arrogance de puissance qui ancre les dirigeants sionistes, et qui ne cesse de s'amplifier au fil des ans, grâce au soutien occidental sans limite au projet sioniste, et grâce aux choix erronés des régimes arabes quant à la politique à adopter face aux agressions israéliennes qui s'aggravent de jour en jour", figure dans le communiqué Selon le Hezbollah, "le massacre des civils fait partie intégrante d'une ancienne politique israélienne. il puise sa source dans les principes fondamentaux de la pensée des dirigeants sionistes pionniers, fondateurs de l'entité sioniste".

" Elle perdure avant même la création de l'entité d'occupation en Palestine, ainsi que dans certaines étapes historiques" poursuit-t-il.

D'après le parti de la résistance, ce massacre devrait constituer une étape charnière dans les relations entre toutes les forces du monde et l'entité sioniste, estimant que les institutions internationales sont devant une nouvelle épreuve historique pour réaffirmer leur crédibilité ébranlée. " Elles se doivent d'accomplir leur devoir évident de faire face aux crimes israéliens, qui se succèdent sans répit, pour les dissuader de poursuivre leurs crimes (...) et sanctionner ceux qui ont donné l'ordre de s'en prendre à la flottille, et de les juger en tant que criminels de guerre et de criminels contre l'humanité.

Le Hezbollah a estimé que tous les états du monde, se devraient de sortir de leur silence face aux crimes israéliens, et de prendre des initiatives conformes à leurs slogans sur les droits de l'homme, dont entre autre en coupant toutes leurs relations avec l'entité sioniste, et en lui imputant la responsabilité de s'en être pris aux civils.

S'adressant aux dirigeants des pays arabes et islamiques, le Hezbollah leur a demandé d'adopter pour une fois seulement les positions que leur exigent leurs peuples. " Les expressions de condamnations et de dénonciations sont désormais insuffisantes devant les scènes sanguinaires" a insisté le communiqué, les appelant à rompre leurs relations avec Israël et à adopter une stratégie opérationnelle et tangible, en vue de lever le blocus imposé contre la Bande de Gaza et la Cisjordanie et pour soutenir le peuple palestinien et lui offrir tout ce dont il a besoin pour l'aider à libérer sa terre et mettre fin au cauchemar sioniste".

Pour conclure, le Hezbollah a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes de ce crime odieux.

S'adressant particulièrement au peuple turc, il a tenu à le saluer pour son soutien indéfectible au peuple palestinien dans sa lutte contre l'ennemi sioniste et à rendre hommage aux positions officielles de la direction turque "hostile à l'arrogance sioniste galopante".

31/05/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139877&language=fr>

5-2 Un nouveau crime contre l'Humanité vient d'être exécuté par le terrorisme d'Etat israélien.

Beyrouth, le 31 Mai 2010

Aux Partis Communistes et Ouvriers,

Chers Camarades,

Un nouveau crime contre l'Humanité vient d'être exécuté par le terrorisme d'Etat israélien. Ce crime, qui vient s'ajouter à tous ceux perpétrés depuis 1948 contre les peuples arabes, et en premier lieu contre le peuple palestinien, eut lieu dans les eaux territoriales de la Palestine.

Le gouvernement Netanyahu-Liebermann, appuyé par les Etats-Unis et l'OTAN, ainsi que par des gouvernements de l'Union européenne, profite de ces appuis et de la faiblesse de l'ONU pour poursuivre ses violations de toutes les conventions internationales, surtout que la majorité des gouvernements arabes sont sous la coupe de Washington et font, depuis longtemps, la sourde oreille sur tout ce qui se passe dans les territoires arabes occupés.

Chers Camarades,

Nous sommes sûrs que vous avez déjà commencé vos actions de solidarité ; cependant, nous voudrions vous demander de faire en sorte que ces actions ciblées aillent dans deux sens :

Le premier, dans le sens des ambassades d'Israël et des Etats-Unis, responsables du terrorisme d'Etat qui se pratique contre nos peuples et tous ceux qui sont solidaires avec leur juste lutte pour le droit du peuple palestinien au retour sur la terre de ses ancêtres et à y ériger son Etat indépendant, ayant Al-Qods pour capitale.

Le second, dans le sens de vos gouvernements, afin de les pousser, non seulement à condamner ce terrorisme d'Etat, mais aussi à voter des sanctions contre le gouvernement israélien, dont le gel des relations diplomatiques et des conventions bilatérales passées avec cet Etat. Nous appelons, dans ce sens, les Camarades européens à œuvrer pour mettre fin aux traités favorisant la coopération politique, économique et militaire avec le gouvernement de Tel Aviv, surtout l'utilisation de leurs territoires comme point de départ des agressions contre nos peuples arabes.

Le Bureau politique

Du Parti Communiste libanais

5-3 Un nouvel acte fasciste du gouvernement israélien.

Communiqué du PRCF, le 31 mai 2010

Affichant une nouvelle fois leur nature fasciste et exterminatrice, les meneurs d'extrême droite qui dirigent le gouvernement de Tel Aviv viennent d'assassiner de sang-froid seize militants courageux en blessant de nombreuses personnes de toutes nationalités dont des Français, qui tentaient pacifiquement de secourir la

population de Gaza, cette prison de masse à ciel ouvert. Le "crime" de ces ambassadeurs de la solidarité internationale était de prétendre apporter aux malheureux Palestiniens des vivres, des médicaments et des biens d'équipement élémentaires dont la population civile de Gaza, enfants compris, est privée de manière scandaleuse par le gouvernement israélien et par son armée, en violation grossière des lois de la guerre.

Notons également que ce crime d'Etat a été perpétré dans les eaux internationales.

Rappelons aussi qu'il y a peu, le sinistre service secret israélien, le Mossad, a froidement assassiné à l'étranger un dirigeant élu des Palestiniens. Il n'a pas hésité pour accomplir sa besogne de mort à se servir de faux passeports français, sans que Kouchner et Sarkozy, si prompts à appeler aux sanctions et à la guerre contre l'Iran, aient levé le petit doigt. Il est scandaleux de voir que cette action meurtrière et provocatrice, directement tournée contre le droit international, trouve une nouvelle fois des avocats dans les milieux dirigeants des Etats-Unis, de l'Union européenne et de l'Etat français. Il est scandaleux de voir que notre pays a renoncé à sa politique traditionnelle au Proche-Orient et que sous l'impulsion de "Sarko l'Américain", il est actuellement tout acquis aux agissements de l'Etat sioniste malgré des réserves de forme qui ne trompent personne.

Une fois de plus éclate le "deux poids deux mesures" des grandes puissances impérialistes et de l'UE : celles-ci ne cessent de bloquer des pays et des peuples entiers inlassablement accusés de crimes imaginaires (notamment le noble peuple cubain), ils menacent d'intervention militaire l'Iran parce qu'il a le front, toutes tendances politiques confondues, de vouloir se doter d'un équipement nucléaire civil, alors que les terroristes d'Etat de Tel Aviv qui possèdent notoirement et illégalement la bombe atomique, sont l'objet de toutes les indulgences quand ils commettent des crimes grossiers et bien réels, parce qu'ils sont considérés comme des piliers de la domination impérialiste et capitaliste au Proche-Orient...

Dans ces conditions, le PRCF appelle le peuple de France à exiger la rupture des relations diplomatiques entre notre pays et l'Etat de plus en plus criminel de Tel Aviv, qui prend sans cesse en otage la paix mondiale en ridiculisant ouvertement l'Organisation des Nations Unies.

Le PRCF appelle ses amis à participer partout dès aujourd'hui aux manifestations unitaires qui se tiendront sur notre territoire, notamment à Paris devant l'ambassade israélienne, pour condamner ce crime odieux, pour saluer la mémoire des citoyens courageux assassinés lâchement par l'odieuse "Tsahal", et pour soutenir à fond la juste cause du peuple palestinien martyrisé.

Le secrétariat national et international du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Source : <http://encyclopedie-marxiste.over-blog.com/article-un-nouvel-acte-fasciste-du-gouvernement-israelien-51399679.html>

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article102824>

5-4 Déclaration de Marie-George Buffet, Secrétaire nationale du PCF.

Gaza : après le massacre, la France et les Européens doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus. Je tiens à exprimer ma condamnation et mon indignation devant l'attaque meurtrière de l'armée israélienne contre la flottille de 6 navires de matériels humanitaire destiné à Gaza. Il est intolérable que le gouvernement israélien puisse ainsi utiliser la force armée au prix d'un véritable massacre avec pour seul objectif de faire respecter quoiqu'il en coûte un blocus illégal et illégitime. En ces heures dramatiques la solidarité avec le peuple palestinien doit se marquer avec force.

Une fois encore Israël se met en dehors des règles les plus communément admises dans les relations internationales. Cette attaque injustifiable et consternante suscite une forte émotion. Elle doit conduire les autorités françaises et leurs partenaires européens à rappeler fermement Israël au respect du droit international et à prendre les initiatives qui s'imposent. Le blocus de Gaza doit être immédiatement levé, à défaut des sanctions internationales lourdes devraient être prises, notamment la suspension de l'accord UE/Israël. La France doit exiger la réunion d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner la grave situation ainsi créée et pour décider collectivement des mesures nécessaires pour contraindre Israël à appliquer les résolutions de l'ONU.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1964>

5-5 Attaque de la flotte Free Gaza par les criminels sionistes.

Communiqué du 31 mai 2010 – 12h30

Le PMF condamne l'attaque de la flotte humanitaire Free Gaza venue secourir une population victime de la barbarie sioniste. L'opération menée par l'armée de l'entité qui se fait appeler « Israël » et qui occupe et spolie la Palestine depuis 1948, est un crime de plus du sionisme, véritable cancer de notre siècle. Ces assassinats perpétrés de sang froid, lors d'une opération de piraterie en mer, menée par une entité criminelle hors du droit, ne peuvent et ne doivent demeurer impunis.

La non reconnaissance de l'entité sioniste est désormais dépassée. Le véritable combat à mener est celui de son démantèlement, il en va de la sécurité dans la région du Proche-Orient et de la Paix dans le Monde !

La France, victime de la nébuleuse sioniste, n'a hélas plus rien à dire aux Palestiniens. Verrouillée au sommet de l'Etat, via le misérable couple Sarko-Kouchner - jusqu'à devenir le meilleur soutien des criminels de Tel-Aviv - elle ne mérite plus que l'inscription sur la liste des pays soutenant les régimes criminels.

En matière de libertés, notre pays reste l'otage de ses medias. Contrôlés par la nébuleuse sioniste de l'hexagone, ils ont tout fait pour étouffer la portée humanitaire de la flotte. De tels medias ne méritent que mépris. Si Bien qu'au pays des droits de l'homme, un journaliste qui résiste au sionisme est un journaliste qui lutte pour la libération de sa patrie.

Le PMF rend hommage aux participants de la flotte venue secourir les Gazaouis et présente ses condoléances aux familles des victimes. Leurs morts font désormais partie des martyrs de la Palestine. Pour les honorer et pour dénoncer les nazisraéliens,

le PMF organise une manifestation sous forme d'un grand cortège de véhicules
Samedi 5 juin 2010 à Strasbourg

5-6 Un État criminel et voyou

La solidarité avec la lutte du peuple palestinien devient le symbole d'une bataille contre la barbarie, contre la loi de la jungle que pratique Israël. [...] A nos camarades de la Flottille morts pour la liberté de Gaza, et pour soutenir la Palestine, à nos camarades blessés, à ceux et celles d'entre eux emprisonnés dans ce camp construit à la hâte à Eshdod : plus que jamais, nous continuons !

La coordination nationale de la CCIPPP

Un État criminel et voyou

Ce ne sont pas des mots de colère face au nouveau crime israélien. Pas uniquement, même si la colère est totalement justifiée. Mais ce sont les adjectifs qui caractérisent cet Etat. Israël n'arrive à vivre que par le crime : du crime originel de la Naqba, aux expropriations ininterrompues des terres, aux expulsions des palestiniens, aux massacres qui, chacun, porte un nom. Cette fois, la tuerie s'est produite dans les eaux internationales, visant des militants de 40 pays, dont des américains et des européens.

C'est un Etat raciste en plus : le plan israélien avait prévu d'attaquer avec une particulière violence le navire turc, et de tirer en plein sur ses voyageurs ! Ce sont finalement des sous-hommes puisque essentiellement des Turcs ! Exactement comme le sont les Palestiniens ou les libanais aux yeux d'Israël.

D'ailleurs, la justification israélienne de l'attaque est bien éloquente : ce ne sont pas des pacifiques, mais des soutiens à une organisation terroriste (le Hamas) !! Il est donc légitime de les traiter de la sorte.

Deuxième argument qui dit long sur le mode de pensée israélien : ils ont résisté à l'assaut !! Avec des bâtons, c'est vrai, mais les israéliens supposent que tout le monde doit se soumettre à leurs ordres.

Cependant, 3 points s'imposent aujourd'hui comme des évidences :

La Turquie est désormais, et pour la première fois, partie prenante du conflit ! Il est intéressant de comprendre le calcul israélien qui a mené à cette situation.

La conduite politique de la communauté internationale à l'égard d'Israël est stérile et contreproductive. Soustraire Israël à toute obligation d'appliquer les résolutions des Nations unies, l'inviter à devenir membre de l'OCDE, destiner le rapport Goldstone aux oubliettes, essayer d'élever le degré de coopération entre l'UE et Israël, désigner une promenade à Paris au nom de Ben Gourion... Tout ceci protège les agissements israéliens, et les encourage.

La solidarité avec la lutte du peuple palestinien devient le symbole d'une bataille contre la barbarie, contre la loi de la jungle que pratique Israël.

Il est possible qu'Israël ait voulu, via son acte criminel de ce lundi 31 mai, intimider les militants internationaux et les dissuader de continuer à organiser ces initiatives. Il est par contre certain que son image a pris un nouveau coup. Face à la campagne BDS, Israël criait que c'était une tentative pour la « délégitimer » !

En fait, Israël veut être totalement libre : libre de tuer comme il l'entend, de nier l'existence du peuple palestinien comme il l'entend, ou de nier son humanité en en disposant comme bon lui semble.

Après l'attaque criminelle sur Gaza l'an dernier, nous avons dit que nous n'oublierons pas. Depuis, nous avons travaillé pour lancer la campagne BDS France, avons participé à la Marche de la liberté pour Gaza qui a été bloqué au Caire, avons continué à envoyer des missions en Palestine, et enfin avons participé à la Flottille.

A nos camarades de la Flottille morts pour la liberté de Gaza, et pour soutenir la Palestine, à nos camarades blessés, à ceux et celles d'entre eux emprisonnés dans ce camp construit à la hâte à Eshdod : plus que jamais, nous continuons !

publié le mardi 1er juin 2010.

La coordination nationale de la CCIPP

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

6-1 Nabil El-Haggar : Permis de tuer - Cela dure depuis plus de soixante-deux ans !

Depuis sa création, l'État d'Israël s'est octroyé un permis de tuer, un permis de démolir, de confisquer et d'expulser.

C'est un permis d'exception dans un siècle de démocratie où les anciens colonisés exigent et obtiennent des excuses des anciens colonisateurs. Il est d'exception dans un monde où l'humain se veut respectueux de l'autre.

Un permis d'exception pour un État d'exception bénéficiant de la bénédiction d'un Occident puissant et de la soumission d'un Orient arabe déchiré et rétrograde.

Le permis vient d'autoriser la tuerie d'une vingtaine (dit-on au moment de l'écriture de ce texte) d'humanitaires dans les eaux internationales.

Rien de nouveau sous le soleil d'Orient, me direz-vous ! En effet, des milliers de palestiniens ont été tués en direct sur les écrans de télévisions, il y a moins de deux ans. La question que se posent des millions d'êtres pensants est : pourquoi la communauté internationale, la France, l'Europe n'ont rien fait ?

Si on considère qu'un minimum d'éthique subsiste encore derrière les décisions politiques dans les palais des puissants de ce monde, il ne restera qu'une seule réponse possible à cette question : quand il s'agit d'Israël, le politique occidental perd la Raison ! Ce faisant, Israël constitue de facto un véritable danger pour les valeurs qui ont fondé la modernité occidentale. Si l'Occident, créateur du monstre guerrier, ne le stoppe pas, il sera trop tard, non seulement pour les Palestiniens qui se savaient sacrifiés, mais aussi pour que la haine – déjà trop grande entre Orient et Occident – disparaisse.

Quand la démocratie vénère l'exception, elle acte sa propre régression !

Nabil El-Haggar
Universitaire

6-2 Ziad Medoukh : Un pas de plus dans l'escalade des crimes israéliens !

Quels mots trouver dans ces moments tragiques ! Cette fois-ci, Israël tue délibérément des militants pacifistes internationaux.

Aujourd'hui, Gaza est en deuil avec tous les Palestiniens. Nous portons le deuil de tous ces hommes et de toutes ces femmes, courageux et solidaires de la détresse des Gazaouis soumis au blocus inhumain d'Israël.

Les morts et les blessés de l'assaut barbare de la marine israélienne, nous touchent autant, sous un certain aspect, peut-être même davantage, que toutes les victimes palestiniennes de la guerre d'occupation israélienne. Peu importe leur nationalité, dans notre cœur ils sont deux fois Palestiniens !

Ils étaient tous des civils, des militants totalement pacifistes qui venaient de plusieurs pays. Ils voulaient venir à Gaza pour briser le blocus inhumain imposé par les forces de l'occupation israélienne contre la population depuis plus de trois ans, ils voulaient apporter un peu d'aide à des gens pauvres, assiégés et sinistrés.

Dans les eaux internationales, ils ont été attaqués par une armée lâche, qui a l'habitude de massacrer des civils, sans aucun respect ni pitié pour les personnes âgées et les femmes à bord de ces bateaux de la liberté.

Cette attaque barbare et sans scrupules contre la flottille internationale, illustre une fois de plus, le visage hideux de cette occupation que rien n'arrête dans son œuvre de mort et de haine de la paix.

Le mouvement de la solidarité internationale porte aujourd'hui la couleur du sang de la dizaine des siens qui ont été tués et de la centaine des leurs blessés.

Maintenant, les choses sont très claires, et plus claires que jamais ; il faut oser les dire telles qu'elles sont : l'Etat d'Israël est criminel, c'est un état hors la loi, et la communauté internationale doit condamner et agir.

Le silence et l'inaction sont complicité et encouragement de crimes. L'impunité d'Israël doit cesser : plus encore qu'une question de justice et de morale internationale, il s'agit de la paix et de la stabilité dans notre région et dans le monde, sur lesquelles l'Etat d'Israël fait peser une menace permanente.

Comme je l'ai déjà dit en introduction, aujourd'hui Gaza sous blocus est triste, endeillée comme toute la Palestine, endeillée et solidaire - comment pourrait-il en être autrement ? – de tous ces frères et sœurs internationaux morts ou blessés, qui ont laissé leurs pays et leurs familles pour manifester leur solidarité et leur refus de l'hypocrisie internationale.

Nos pensées vont tout d'abord aux familles des morts et des blessés, qui ont donné leur sang pour que les valeurs humaines de justice, de liberté et de paix demeurent

Plus que jamais, tous unis, pour que ces valeurs triomphent !

Ziad Medoukh

le lundi 31 mai 2010

<http://www.france-palestine.org/article14818.html>

6-3 Koffi Cadjehoun : De l'eau dans Gaza.

Au cours du réel

"Je crois d'une foi entière que le Créateur, que Son Nom soit béni, récompense ceux qui suivent Ses commandements, et punit ceux qui les transgressent."

Maïmonide, Onzième principes de la foi, Commentaire sur la Mishna.

J'apprends qu'un commando israélien a attaqué une flottille de ravitaillement du peuple palestinien de Gaza, causant des dizaines de blessés et provoquant une dizaine de morts.

Les réactions diplomatiques internationales sont légion pour signifier le caractère méprisable et abject d'un tel crime. Attaquer et tuer des militants pour la paix est une action clairement folle (comme l'a noté le Premier ministre libanais). Personne ne remarque assez la course folle qui s'est emparée d'Israël depuis l'assassinat de Rabin en 1995.

Nous nous trouvons en pleine désintégration systémique - en pleine désintégration du système financier international. Pour ceux qui oublient de resituer le contexte, Israël est la création postcoloniale de financiers influents de la City de Londres. Depuis lors, Israël se conduit comme une satrapie de l'Empire britannique, perpétrant les pires crimes et étant utilisée par ses cercles protecteurs comme un Golem déstabilisateur. C'est encore le cas cette foi, avec ce nouveau crime sordide de psychopathe un rien arriéré.

Depuis que ses créateurs protecteurs s'effondrent, Israël est entré dans une spirale de violence où il obéirait seulement à la loi du plus fort. Fidèle à ces satrapies qui échappent au contrôle de l'Empire et décident de passer à l'action, Israël manifeste une virulence matinée de jusqu'au-boutisme dans sa conception des relations inter-étatiques.

Après l'opération Plomb durci ou la dernière campagne-carnage du Liban, le massacre de militants pro-palestiniens indique

une gradation supplémentaire dans la stratégie du chaos qui se retourne contre Israël. Cette fois, Israël indique qu'il est au bord de la désintégration. Ce ne sont pas les nationalistes au pouvoir en Israël qui feront marche arrière. Ils se meuvent dans le déni et expliquent déjà, comme pour les précédentes opérations, qu'ils ont agi contraints et forcés (le fameux : ce n'est pas de ma faute, je me suis défendu, patati, patata). Qui les croira? Qui croira que ce sont les Israéliens qui ont été attaqués par des parlementaires ou des activistes favorables à la paix?

Il se trouve certainement une velléité d'émancipation de la satrapie israélienne face à l'effondrement du protecteur impérialiste. A côté de cette surenchère irresponsable et suicidaire, il est patent que les cercles financiers mondialistes utilisent Israël comme facteur de déstabilisation dans la région. Plus ils sont désespérés, plus ils sèment le chaos. Raison pour laquelle Israël s'engage dans des opérations de plus en plus irresponsables et inconsidérées. Après le fiasco retentissant et humiliant du Dubaïgate, le massacre de militants pro-palestiniens.

Certains analystes de la CIA mettent en garde contre la disparition envisageable de l'État israélien vers 2020. D'autres ont cerné qu'Israël a vulgairement pété les plombs. Il serait temps d'analyser la structure bizarre de cet État, qui n'est ni un État-nation moderne, ni un État colonisé. C'est une satrapie de l'Empire monétariste britannique. Le problème est là : aider les Palestiniens opprimés (leur calvaire actuel est une infamie historique) n'est pas possible en ne considérant de manière réductrice que le simple cadre du problème israélo-palestinien.

En termes stratégiques, c'est se monter hors sujet que de réduire le sujet à sa partie visible ou émergée. Tant que l'on ne dénoncera pas les manipulateurs d'Israël, ces crimes recommenceront. Tant qu'on ne mettra pas en évidence le rôle satrapique d'Israël au service de la finance folle (selon l'expression de dirigeants socio-démocrates lucides quoique lâches depuis lors), la folie d'Israël demeurera cantonnée à la problématique régionale et le martyr des Palestiniens ne sera pas résolu.

Faut-il que le bourreau disparaisse dans des massacres, des vengeance et des effusions de sang pour que l'on s'avise que la vérité n'est ni dite ni admise?

Dans ce massacre révoltant et injustifiable (sauf pour les porte-paroles désaxés d'Israël), c'est comme pour le cas du Dubaïgate : les dénonciations réductrices de l'auteur Israël font plus que masquer le problème. Elles empêchent de le résoudre. Revenez aux accords de Sykes-Picot, démantelez les protecteurs financiers d'Israël et Israël passera pour un Frankenstein famélique et faible.

Il serait temps d'arrêter les massacres et les fausses problématiques. Enclenchez les choses sérieuses : pointez du doigt les vrais responsables. Aucun ne se trouve en Israël, où ne s'agitent que les pantins et les furieux. Signe des temps, les Goliath sont Israéliens.

Les colombes pro-palestiniennes sont dans leur expression influente incapables de cerner le problème en se contentant de dénoncer les crimes d'Israël. Sont-elles des complices involontaires ou des manipulées inconscientes?

Si vous voulez imiter David, l'intelligent qui utilise sa raison pour triompher de la force, identifiez - la City de Londres. Vous agirez au nom de l'homme. Au nom des victimes premières que sont les Palestiniens, qui se font massacrer et affamer par des tortionnaires se prévalant de la morale et de la Shoah. Mais aussi au nom des victimes méconnues que sont les bourreaux, ces dirigeants israéliens qui ont eu la stupidité de choisir l'option de la brutalité et de la force. Enfin pour les juifs, dont la religion mérite mieux que ces trahisons. Les juifs ne sont ni sionistes, ni israéliens, c'est certain.

Encore convient-il de préciser que c'est au nom du judaïsme de Maïmonide et des Israéliens risquant le massacre que la paix doit être appliquée. Plus le temps passe, plus l'évidence se fait jour : la solution de l'État unique, laïque et multiconfessionnel. Sinon, la créature disparaîtra en même temps que le créateur. La créature meurt avec Frankenstein. La créature est un monstre qui a été conçu de manière inconséquente et non viable par son créateur inadapté et trop limité (un homme).

De même pour Israël. Israël n'est pas conçu pour incarner un État pérenne. Sans changement, Israël sera annihilé. Pour les nostalgiques du sionisme qui oublient que les idéologies sont finies, ils sont confrontés à deux possibilités : soit la radicalisation vers l'impasse et l'autodestruction; soit l'évolution vers la fondation (l'État unique Israël/Palestine). Si l'on se lamente que la pérennité se trouve dans le changement, la disparition d'Israël ne signe pas sa destruction. Elle signifie sa continuité.

La destruction réside plutôt dans le maintien d'Israël. Le massacre dément des militants pro-palestiniens est la projection du visage d'Israël. C'est aussi l'annonce de ce qui attend Israël - sous sa forme actuelle.

Koffi Cadjehoun

Publié le 31 mai 2010 avec l'aimable autorisation de l'auteur

Les analyses de Koffi Cadjehoun

Dossier flottille de la Liberté

Source : Au cours du réel

<http://aucoursdureel.blogspot.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Koffi_Cadjehoun.310510.htm

6-4 Alain Gresh : Israël, l'impunité jusqu'à quand ?

L'assaut donné le 31 mai à l'aube par l'armée israélienne contre la flottille de bateaux transportant une aide humanitaire à Gaza aurait fait une vingtaine de morts. Cette attaque s'est déroulée dans les eaux internationales. Elle a suscité de nombreuses condamnations, y compris de pays européens et du gouvernement français. Bernard Kouchner a déclaré que « rien ne saurait justifier l'emploi d'une telle violence, que nous condamnons ». Plusieurs pays, dont la Suède, l'Espagne, la Turquie et la France ont convoqué l'ambassadeur israélien. La Grèce a suspendu des manœuvres aériennes avec Israël et annulé une visite du chef de l'armée de l'air israélienne. Bien sûr, ces condamnations sont les bienvenues. Même s'il reste quelques personnes qui osent trouver des justifications à l'action israélienne. Ainsi, le porte-parole de l'UMP, l'ineffable Frédéric Lefebvre, a fait savoir, selon l'AFP, que son parti « regrette » les morts, mais dénonce les « provocations » de « ceux qui se disent les amis des Palestiniens ».

La veille de cette action militaire, faisant preuve d'une préscience qui fait partie de ses innombrables qualités, Bernard-Henri Lévy, déclarait à Tel-Aviv : « Je n'ai jamais vu une armée aussi démocratique, qui se pose tellement de questions morales. » (Haaretz.com, 31 mai). Il est vrai que, lors de la guerre de Gaza, notre philosophe s'était pavané sur un char israélien pour entrer dans le territoire. Réagissant à l'attaque aujourd'hui, Lévy l'a qualifiée, selon l'AFP, de « *stupide* » car risquant de ternir l'image d'Israël. Pas un mot de condamnation, pas un mot de regret pour les tués...

La seule question qui se pose maintenant est de savoir quel prix le gouvernement israélien devra payer pour ce crime. Car, depuis des années, les Nations unies ont adopté des dizaines de résolutions (« Résolutions de l'ONU non respectées par Israël », *Le Monde diplomatique*, février 2009), l'Union européenne a voté d'innombrables textes, qui demandent à Israël de se conformer au droit international ou, tout simplement au droit humanitaire, en levant, par exemple, le blocus de Gaza. Ces textes ne sont jamais suivi du moindre effet. Au contraire, l'Union européenne et les Etats-Unis récompensent Israël. C'est ce qu'a prouvé l'admission d'Israël dans l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), la semaine dernière, et la visite en France du premier ministre israélien Nétanyahou pour assister à l'intronisation de son pays. Comme le précisait un communiqué de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS) du 30 avril, « Israël à l'OCDE ? Un mauvais coup contre la paix ! », cette adhésion valait acceptation de l'inclusion de la Cisjordanie et du Golan dans le « périmètre » israélien. Le fait qu'Israël se permette quelques jours plus tard d'attaquer la flottille de la paix confirme que cet Etat voit dans ces bonnes manières un feu vert pour toutes ses actions.

Cela avait déjà été le cas en décembre 2008. C'était alors l'Union européenne qui avait décidé le « rehaussement » des relations bilatérales avec Israël, donnant à cet Etat des privilèges dont ne disposaient jusque-là que quelques grandes puissances. Les chars israéliens pouvaient quelques jours plus tard partir à l'assaut du territoire de Gaza et commettre, en toute impunité, des « crimes de guerre », voire des « crimes contre l'humanité ».

Richard Falk, envoyé spécial des Nations unies pour les territoires occupés, écrivait, dans *Le Monde diplomatique* (mars 2009) un texte intitulé : « Nécessaire inculpation des responsables de l'agression contre Gaza ». Quelques mois plus tard, la commission des Nations unies présidée par le juge sud-africain Richard Goldstone, remettait ses conclusions. Elles étaient accablantes pour Israël, même si elles n'épargnaient pas le Hamas. Le texte confirmait que c'était bien l'armée israélienne qui avait rompu le cessez-le-feu et mettait en lumière les crimes commis.

Ce texte confirmait de nombreux rapports déjà publiés [Amnesty International et Human Rights Watch](#).

Ces textes n'ont débouché sur aucune sanction contre le gouvernement israélien.

Un des arguments avancé pour justifier cette passivité est que les faits incriminés seraient l'objet d'enquêtes sérieuses en Israël, ce que dément de manière argumentée la juriste Sharon Weill, dans *Le Monde diplomatique* (septembre 2009) : « De Gaza à Madrid, l'assassinat ciblé de Salah Shehadeh ».

On assiste d'ailleurs en Israël à une offensive sans précédent contre les organisations de défense des droits humains, qu'elles soient internationales ou israéliennes, considérées désormais comme une menace stratégique pour l'Etat, juste après la menace de l'Iran, du Hamas et du Hezbollah. Une véritable entreprise de délégitimation se déploie contre ces organisation à travers des groupes soutenus par le gouvernement et l'extrême droite comme [NGO Monitor](#), menée parallèlement à une guerre de propagande pour justifier l'injustifiable (lire Dominique Vidal, « Plus le mensonge est gros... », *Le Monde diplomatique*, février 2009). Est-il vraiment étonnant que des soldats israéliens considèrent les militants venus apporter du ravitaillement à Gaza comme des « terroristes » et les traitent comme tels ?

L'impunité durera-t-elle ou certains gouvernements oseront-ils prendre des mesures concrètes pour sanctionner Israël, pour faire comprendre à son gouvernement (et aussi à son peuple) que cette politique a un prix, que la répression a un prix, que l'occupation a un prix ?

Dans le cadre de l'Union européenne, Paris pourrait suggérer à ses partenaires de suspendre l'accord d'association en vertu de l'article 2, qui affirme explicitement qu'Israël doit protéger les droits humains (lire Isabelle Avran, « Atermoiements de l'Union européenne face à Israël », *La valise diplomatique*, 25 juin 2009).

La France pourrait déjà, seule, sans attendre l'accord de ses partenaires européens prendre trois mesures :

D'abord, et ce serait seulement se conformer au droit et aux décisions de l'Union européenne, lancer une campagne pour tracer l'origine des produits israéliens exportés en France et interdire (pas seulement taxer) les produits des colonies ; ensuite, affirmer que l'installation de colons dans les territoires occupés n'est pas acceptable et que ceux-ci devraient donc être soumis à une demande de visa s'ils désirent se rendre en France, une mesure facile à mettre en œuvre à partir des adresses des individus désirant visiter notre pays ;

enfin, proclamer que des citoyens français qui effectuent leur service militaire en Israël ne sont pas autorisés à servir dans les territoires occupés. Leur participation aux actions d'une armée d'occupation pourrait entraîner des poursuites judiciaires. Bernard Kouchner a annoncé qu'il n'y avait pas de citoyens français parmi les personnes tuées sur les bateaux. Mais sait-il s'il y a des citoyens français parmi ceux qui sont responsables de ce crime ?

lundi 31 mai 2010, par Alain Gresh

source : <http://blog.mondediplo.net/2010-05-31-Israel-l-impunite-jusqu-a-quand>

6-5 Aluf Benn : Questions après un fiasco.

Une commission d'enquête nationale est nécessaire. Il n'existe pas d'autre moyen de clarifier les circonstances de cet événement, qui a commencé par un acte de protestation pour se terminer par la mort de manifestants et une grave crise internationale]

Benjamin Netanyahou doit immédiatement retourner d'Amérique du Nord et réunir une commission d'enquête nationale sur l'assaut donné au convoi naval, au cours duquel au moins neuf militants ont été tués. Il n'existe pas

d'autre moyen de clarifier les circonstances de cet événement, qui a commencé par un acte de protestation pour se terminer par la mort de manifestants et une grave crise internationale.

Le gouvernement a échoué. Accuser les organisateurs de la flottille d'avoir causé ces morts en ne tenant pas compte des ordres d'Israël de faire marche arrière est inadéquat. Il faut enquêter sur les décisions prises par les responsables.

On ne peut pas non plus évacuer ce bain de sang en disant que les manifestants ont attaqué les commandos de Tsahal avec des armes à feu et d'autres types d'armes. Car cette sorte d'excuse fait passer la responsabilité de l'échelon des décisionnaires politiques et militaires à celui des soldats, qui ont agi au combat et défendu leur vie. Cela convient peut-être à Netanyahu et à ses partenaires au gouvernement de présenter la bataille comme un incident local qui a dégénéré, mais ils ne peuvent pas ne pas être tenus responsables de la crise.

Cette fois, personne ne peut non plus mettre la débâcle sur le dos de l'inexpérience. Ehoud Olmert, le prédécesseur de Netanyahu, et son ministre de la défense Amir Peretz (tous deux novices en chose militaire) s'étaient prévalus de cette excuse au Liban en 2006.

Or, Moshe Yaalon et Ehoud Barak sont tous deux d'anciens chefs d'état-major. A eux deux, ils ont une expérience presque sans égale de la planification et du combat. Netanyahu a pu être leur subordonné dans la Sayeret Matkal, le commando d'élite, mais il a un passé formidable concernant le traitement du renseignement et des opérations. Ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, prévoir les conséquences de l'opération de lundi dernier. Une commission d'enquête aurait à répondre à plusieurs questions essentielles :

1. Tactique. Qu'a déclenché la décision de stopper la flottille par la force et quelle action a été présentée à l'échelon politique qui a pris la décision ? Quelle analyse a-t-elle été faite des conséquences d'utiliser le feu en cas de confrontation ?

Y a-t-il eu des opinions divergentes, quelqu'un a-t-il pointé du doigt les dommages inévitables pour Israël de l'échec d'une opération ? Quelles mesures ont-elles été prises pour éviter l'escalade ?

2. Alternatives. Y a-t-il eu un effort de fait pour stopper la flottille par la diplomatie, la négociation et le compromis avec ses organisateurs ? Ou bien le gouvernement s'est-il précipité dans la confrontation, sans penser aux alternatives ? Quelqu'un a-t-il défendu l'idée de laisser passer les bateaux vers Gaza, plutôt que d'en faire un test de souveraineté et de puissance ?

3. Turquie. Qu'a fait ce gouvernement l'année passée pour améliorer les relations avec un voisin crucial sur le plan stratégique ? Comment le Premier ministre a-t-il œuvré pour réparer les dommages causés aux relations avec Ankara ?

4. Le siège de Gaza. Quel est l'objectif du siège ? Est-ce simplement une extension de la politique du gouvernement précédent, ou bien a-t-il un objectif stratégique ? Dans quelle mesure l'utilité de cette politique a-t-elle été discutée sous l'actuel gouvernement ?

Il est clair que l'opinion publique est pour une punition de Gaza, à cause de la poursuite de la captivité de Gilad Shalit. Mais le gouvernement doit penser aux avantages de cette punition en termes d'intérêt national, et non simplement en termes de sondages hebdomadaires. Quelqu'un l'a-t-il fait ?

5. La minorité arabe en Israël. La campagne de "loyauté" du parti Israel Beitenou, tentative par le parti de droite du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman de faire passer des lois destinées à faire taire les expressions de nationalisme par les Arabes israéliens, a été suivie par l'arrestation de militants arabes accusés d'espionnage pour le Hezbollah. Quel effet cela aura-t-il sur l'agressivité des manifestations ? Le gouvernement a-t-il envisagé d'approfondir ses liens avec la minorité arabe ? Agira-t-il aujourd'hui, après qu'un Arabe israélien de premier plan a participé à la flottille et que Raed Salah, le dirigeant de la branche Nord du Mouvement islamique, à bord de l'un des bateaux, a apparemment été blessé ? Y a-t-il eu des contacts avec les leaders de la communauté arabe pour éviter les conflits ?

Toutes ces questions pèsent d'un poids très lourd et exigent d'être examinées par un organisme indépendant, qui devra présenter ses conclusions devant la communauté internationale. Seule une commission d'enquête nationale peut répondre à ces exigences et faire baisser les critiques auxquelles Israël fait face pour avoir tué des manifestants.

Aluf Benn

1er juin 2010

Ha'aretz, 1er juin 2010

[Sur le site de Ha'aretz](#)

Traduction : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org:80/article2056>

6-6 Michel Collon : Israël est devenu fasciste, c'est à nous de l'arrêter maintenant !

APPEL DE MICHEL COLLON,

31 mai 2010

Où s'arrêtera Israël ? Seulement là où nous l'arrêterons. Après avoir massacré les femmes et les enfants de Gaza, après avoir bombardé des écoles et des hôpitaux, après avoir tiré sur des ambulances et employé des armes chimiques, à présent Israël massacre les humanitaires européens et internationaux.

Et, une fois de plus, la couverture médiatique est pleine de mensonges. A la radio que j'écoutais ce matin, on ne donnait pas la parole aux victimes mais seulement à l'agresseur qui balançait ses excuses habituelles...

1. La Flottille de la Paix n'aurait pas obéi aux injonctions de l'armée israélienne. Mais depuis quand doit-on obéir aux ordres

illégaux d'un Etat qui occupe ou bloque illégalement des territoires ne lui appartenant pas ?!

2. Les navires n'auraient pas eu le droit de venir au secours des habitants de Gaza affamés et privés de médicaments ? Mais le blocus israélien viole entièrement le droit international !

3. Les soldats israéliens auraient été agressés. Evidemment ! Comment n'y avait-on pas pensé ! Les crimes israéliens sont toujours de la légitime défense !

Tous ces médiemensonges ne font qu'appliquer les « principes de la propagande de guerre » tels que je les ai exposés dans mon livre *Israël, parlons-en* ! Je me trouve actuellement en France, ce soir à Montpellier, pour une tournée de débats à ce sujet. Partout, chaque soir, c'est la même lancinante question : que pouvons-nous faire, nous simples citoyens, pour combattre la désinformation, ouvrir les yeux des gens autour de nous et faire cesser les massacres ?

La réponse est simple : en tout premier lieu, gagner la bataille de l'information en discutant le plus possible autour de soi (entreprise, école, quartier, amis...) et le mieux possible : c'est-à-dire en ayant les connaissances concrètes pour réfuter tous les mythes et les médiemensonges et avec une méthode intelligente et efficace pour combattre les préjugés, lever les tabous, instaurer un véritable débat démocratique et citoyen. C'est possible : après nos discussions et nos ateliers de formation, beaucoup nous disent qu'ils ont réussi à débloquent la discussion et à ouvrir les yeux...

Les crimes commis par Israël montrent-ils qu'il serait tout puissant ? Au contraire, Israël se sent de plus en plus en position de faiblesse, même ses partisans se divisent. Et s'il bénéficie encore de l'impunité, c'est à cause du soutien des Etats-Unis et de l'Europe. A nous donc, citoyens européens, d'agir sur nos dirigeants politiques qui sont complices.

Disons partout que c'est l'Europe qui vient d'accueillir Israël comme son 28ème membre dans les faits. Disons partout que Sarkozy s'est vanté d'aller chercher tous les prisonniers français à l'étranger mais n'a pas levé le petit doigt pour défendre Salah Hamouri, jeune franco-palestinien prisonnier politique en Israël ! Disons partout que l'Europe aide Israël à importer ses produits illégaux ! Et qu'il est légitime de les boycotter contrairement à ce que prétend Madame Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur qui viole le droit international ! Disons partout qu'en refusant de reconnaître et de négocier avec le gouvernement élu par les Palestiniens, l'Europe a donné le feu vert à Israël pour bombarder Gaza. Disons partout que ce sont les marchands européens d'armements qui arment Israël avec l'aide de Sarkozy, Merkel et Cie ! Donc, quand Israël bombarde et massacre, ce sont aussi Sarkozy et Merkel et Cie qui bombardent et massacrent !

Si nous expliquons tout cela, de façon simple et concrète, en s'en tenant aux faits, les gens comprendront et feront pression pour arrêter ces crimes. Telle est notre responsabilité à tous.

J'en parlerai ce soir avec vous à Montpellier, mercredi à Mulhouse, jeudi à Belfort, vendredi à Besançon.

Et le 10 juin à Bruxelles, avec Tariq Ramadan et Ilan Halévi (voir les détails sur l'agenda du site michelcollon.info)

Faites circuler ces infos autour de vous. Interpellez dirigeants politiques et médias. Mais surtout appelez vos proches à se mobiliser dès maintenant pour dénoncer les crimes, apporter les explications sur la véritable histoire du colonialisme israélien, sur les raisons économiques scandaleuses pour lesquelles USA et Europe le soutiennent, pour réfuter les mythes et médiemensonges qu'Israël répand dans les médias.

Avec une pression suffisante, nous pourrions imposer le respect du droit et la fin des crimes :

1. Les pays européens doivent renvoyer l'ambassadeur israélien sur le champ, et suspendre tous les accords économiques, politiques et militaires avec Israël.

2. Il faut boycotter tous les produits israéliens tant que le droit ne sera pas respecté.

3. Les médias doivent donner la parole aux victimes et entamer un débat public sur tous les médiemensonges de la propagande israélienne.

Michel Collon

7 Annexe

7-1 Pour info : Bradley Burston : Ce n'est plus Israël que nous défendons mais le siège, devenu en lui-même le Vietnam d'Israël.

La deuxième guerre de Gaza : Israël a perdu en mer

Une guerre dit à un peuple de terribles vérités sur lui-même.

Voilà pourquoi il est si difficile de les entendre.

Nous étions déterminés à éviter un regard honnête sur la 1re guerre de Gaza.

Maintenant, dans des eaux internationales, après avoir ouvert le feu sur un groupe d'humanitaires, de travailleurs et de militants, nous sommes en train de perdre la deuxième.

Et, pour Israël, au bout du compte, cette 2e guerre pourrait bien se révéler encore plus coûteuse et cruelle que la 1e.

En entrant en guerre à Gaza, fin 2008, les dirigeants politiques et militaires israéliens pensaient donner une leçon au Hamas. Ils ont réussi. Le Hamas a appris que la meilleure manière de combattre Israël était de le laisser faire ce qu'il avait commencé naturellement : bourdes, bévues et exaspération.

Le Hamas, comme l'Iran et le Hezbollah, ont appris très tôt que l'embargo qu'Israël avait imposé à Gaza était l'arme la plus sophistiquée, la plus puissante, qu'ils auraient pu déployer contre l'Etat juif.

Ici, en Israël, la leçon n'a pas encore été apprise. Ce n'est plus Israël que nous défendons mais le siège, devenu en lui-même le Vietnam d'Israël.

Bien sûr, nous savions que cela pouvait arriver. Dimanche, quand le porte-parole de l'armée avait commencé à parler de Gaza et d'une flottille en termes d'attaque contre Israël, Nahman Shaï, porte-parole de l'armée en 1991, pendant la guerre du Golfe, avait évoqué publiquement le pire des cauchemars, une opération où des soldats israéliens, en attaquant la flottille, pourraient ouvrir le feu sur des militants pacifistes, des travailleurs et des Prix Nobel. La députée (Likoud) Miri Regev, qui a dirigé elle aussi les services du porte-parole, a dit dès lundi matin que le plus important était de s'occuper très vite des informations négatives des médias, de façon à ce qu'elles disparaissent.

Mais elles ne vont pas disparaître. L'un des bateaux portait le nom de Rachel Corrie, tuée à Gaza il y a sept ans en tentant de barrer la route à un bulldozer de l'armée. Son nom et son histoire résonnent depuis chez les militants pro-palestiniens. Peut-être plus inquiétant encore : comme dans une marche folle de lemmings, dans nos relations avec Ankara, une puissance régionale d'une importance cruciale et qui, si l'on avait fait attention, aurait pu aider à se sortir du guêpier de Gaza, nous nous sommes approchés dangereusement d'une déclaration effective d'état de guerre avec la Turquie.

"Il y aura un très gros incident avec les Turcs", a dit Benjamin Ben-Eliezer, le ministre le plus sensible aux relations entre Israël et le monde musulman.

Nous expliquons, encore et toujours, que nous ne sommes pas en guerre contre le peuple de Gaza. Nous le répétons parce que nous-mêmes avons besoin d'y croire, et parce que, au fond, nous n'y croyons pas.

Il fut un temps où l'on pouvait dire que nous ne nous connaissions qu'en temps de guerre. Ce n'est plus vrai. Aujourd'hui, nous ne connaissons plus rien. Encore un problème pour s'empêcher de parler avec le Hamas et l'Iran. Car ils nous connaissent tellement mieux que nous ne connaissons nous-mêmes. Ils savent, comme le disait la chanson sur la seconde guerre du Liban ("Lo Yakhol La'atzor Et Zeh" - "Impossible d'arrêter ça"), que nous sommes incapables de nous voir avec lucidité, et ne sommes plus capables de rien arrêter.

Le Hamas, comme l'Iran, en sont arrivés à connaître les bienfaits de la toxicité de la politique intérieure israélienne, tellement prête à hypothéquer l'avenir en échange d'un moment de calme apparent.

Ils savent que, dans notre désir désespéré de protéger l'image que nous avons de nous-mêmes, nous éviterons de modifier une politique qui a, littéralement, aidé et conforté nos ennemis, en particulier le Hamas, que le siège de Gaza a enrichi par les taxes qu'il prélève sur les tunnels et conforté à travers la colère envers Israël.

Il faut dire que pour beaucoup de monde, à droite, il y aura une sorte de joie silencieuse. On croassera : "Nous vous l'avions bien dit, le monde nous hait, quoi que nous fassions. Alors autant continuer de construire (en clair: dans les colonies et à Jérusalem Est) et de défendre nos frontières (en clair : renforçons le Hamas et finalement, faisons-nous du mal en refusant de lever l'embargo sur Gaza)."

Le Hamas, l'Iran et la droite dure, en Israël comme en diaspora, savent bien qu'il s'agit d'un test d'une extrême importance pour Benjamin Netanyahu.

Désireux de voir le monde se concentrer sur l'Iran et sur la menace qu'il pose aux habitants d'Israël, Netanyahu doit reconnaître qu'aujourd'hui, le monde a les yeux fixés sur Israël et sur la menace qu'il pose aux habitants de Gaza.

Bradley Burston du journal israélien Haaretz

Ha'aretz,

31 mai 2010

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

><http://www.haaretz.com/blogs/a-special-place-in-hell/a-special-place-in-hell>

>-the-second-gaza-war-israel-lost-at-sea-1.293246

<http://desirsdavenirparis5.over-blog.com/article-la-deuxieme-guerre-de-gaza-israel-a-perdu-en-mer-51419193.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19